

La politique africaine de la République Populaire de Chine

Mémoire de géopolitique
du Lieutenant-Colonel Yanwen LI
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Afrique »

Directeur : Monsieur Pascal CHAIGNEAU

Avril 2005

La politique africaine de la République Populaire de Chine

SOMMAIRE

Première partie La relation sino-africaine au 21^{ème} siècle

Coopération politique
Coopération économique et commerciale
Coopération dans les autres domaines

Deuxième partie Les opportunités et les défis

Les environnements internationaux de la Chine au début du 21^{ème} siècle
L'importance de l'Afrique
Réflexion sur le présent et le futur

La politique africaine de la République Populaire de Chine

Introduction :

De la « solidarité internationale » à l'intérêt d'Etat, du soutien politique à l'aide économique, jusqu'aux coopérations tous azimuts, la relation sino-africaine a résisté aux épreuves de différentes époques et n'a cessé de se développer en avant. Au début de ce nouveau siècle, cette relation est en train de montrer une dynamique vigoureuse : La création du Forum de Coopération Chine Afrique, l'essor considérable de la coopération économique et commerciale, la multiplication des échanges de deux côtés, fournissent une base solide pour le nouveau développement de relations sino-africaines et ouvre une grande perspective sur leur coopération dans le futur.

L'Afrique, en tant que vieux continent, est en train de faire redécouvrir au monde d'aujourd'hui ses vrais valeurs. Il y a 600 ans, quand le Portugais Vasco de Gama découvrit le Cap de Bonne-Espérance¹, presque cent ans avant lui, les Chinois avaient déjà commencé à faire du commerce avec les africains². Cependant, l'immobilisme coupable de l'Empire du Milieu a sacrifié ce processus de rapprochement. Est-ce qu'il aura une deuxième chance ? Si la réponse est oui, comment faire ?

Première partie La relation sino-africaine au 21^{ème} siècle

11. Coopération politique

11.1. Nouvelle base coopérative

Le changement de la donne stratégique du monde dans les années 90 et en particulier, les 3 guerres du tournant du siècle (au Kosovo, en Afghanistan, en Irak) amènent la Chine à réexaminer sa politique extérieure (y compris avec l'Afrique) d'une vision plus réaliste qu'avant. Les points retenus par la Chine à la suite d'une réflexion profonde sur la situation internationale peuvent se résumer de la manière suivante :

- 1) La fin de la guerre froide n'aboutira pas forcément à une amélioration pacifique du monde. Au contraire, les vainqueurs sortant de cette guerre,

¹ En 1497, le 22 novembre 1497, le navigateur Portugais Vasco de Gama atteint le Cap de Bonne Espérance et il ouvre ainsi le passage entre l'Afrique et l'Asie.

² De 1405 à 1433, le navigateur chinois ZHENG He de la dynastie des Ming (1368-1644) et sa flotte a pris 7 fois la haute mer et trois fois à la côte-Est du continent africain.

notamment les Etats-Unis et l'OTAN, avec leur pensée héritée du passé, tentent de profiter d'un vide stratégique pour maximiser leurs propres intérêts, sans hésiter pour autant à recourir à la force.

- 2) Le système bipolaire risque d'être remplacé par un système unipolaire. Depuis ces dix dernières années, les démarches effectuées par les Etats-Unis, fondées sur sa puissance générale, se sont colorées de plus en plus d'un unilatéralisme, allant du retrait du traité de l'ABM au refus du protocole de Kyoto, jusqu'au déclenchement de la Guerre irakienne.
- 3) Le néo-interventionnisme préconisé par les pays occidentaux et la globalisation tous azimuts mettent les pays en voie de développement sous une double pression structurelle tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.
- 4) Malgré l'importance de sa coopération avec les pays puissants et son propre développement rapide depuis plus de vingt-cinq ans, la Chine se trouve toujours dans le camp des pays en voie de développement. C'est là que se constitue la base de la politique extérieure de Chine.

En partant d'une telle perception et de ses propres intérêts, la Chine a réajusté sa politique extérieure pour mieux relever des défis nouveaux:

- 1) Une nouvelle position caractérisée par « Quatre pour »: Pour la multipolarisation du monde, pour la globalisation économique, pour la démocratisation des relations internationales, pour la diversité des modèles de développement.
- 2) Au niveau stratégique, la Chine clarifie trois types de relations extérieures importantes: « relation critique » avec les pays puissants, « relation d'une importance vitale » avec les pays limitrophes, « relation de base » avec les pays en voie de développement.
- 3) En pratique, en prenant en compte des intérêts communs qui existent entre eux, la Chine accorde de plus en plus d'importance à la coopération et la coordination avec les pays en voie de développement. Pour trouver de large consensus et diminuer au maximum les divergences, la Chine dilue sa couleur idéologique et cherche de nouveaux moteurs pour promouvoir et consolider sa relation avec « les amis du camp ».

C'est dans ce contexte que la Chine a entamé des démarches significatives au début du 21^{ème} siècle envers l'Afrique.

112. Forum de coopération Chine Afrique, un nouveau mécanisme de coopération multilatérale

La nouvelle donne stratégique et le besoin des intérêts d'Etat conduit la Chine à chercher de nouveaux modes de coopération soutenu par une nouvelle connotation coopérative avec l'Afrique. La création du Forum de coopération Chine Afrique est l'un des fruits de cette recherche.

1121. L'établissement du Forum et son développement.

11211. La 1^{ère} Conférence du Forum.

Les 10 et 12 octobre 2000, sous l'initiative de la Chine et avec la participation active d'un grand nombre de pays africains, la 1^{ère} Conférence ministérielle du Forum de coopération Chine Afrique a eu lieu à Beijing, ce qui a marqué officiellement la naissance d'un nouveau mécanisme de coopération multiple entre la Chine et l'Afrique. Près de 80 ministres des Affaires étrangères et ministres chargés de la coopération économique internationale des 45 pays africains qui ont établi des relations diplomatiques avec la Chine, des représentants de 17 organisations internationales et régionales, ainsi que des personnalités des organismes populaires et entrepreneurs chinois et africains ont été invités à s'y présenter. Le Malawi et le Libéria n'ayant pas alors de relations diplomatiques avec la Chine ont envoyé des représentants à titre d'observateurs. Cette conférence a eu pour deux thèmes principaux : primo, comment faire pour promouvoir l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique du monde pour qu'il soit plus juste et équitable et que les droits et les intérêts des pays en voie de développement soient mieux protégés au 21^{ème} siècle ; Secundo, comment renforcer encore davantage la coopération sino-africaine dans le domaine économique et commercial. Deux documents importants ont été adoptés au cours de cette réunion : « La déclaration Beijing du Forum de coopération Chine Afrique » et « La programmation coopérative sur le développement économique et sociétal de la Chine et de l'Afrique ». Ces deux documents élaborent un cadre général qui permet l'établissement d'un nouveau type de partenariat sino-africain caractérisé par la stabilité à long terme, l'égalité et l'avantage réciproque, et enfin, la recherche pour le développement en commun. Les objectifs fixés par cette réunion sont de "concerter sur un pied d'égalité, élargir des consensus, augmenter la compréhension, renforcer l'amitié, promouvoir la coopération" .

Grosso modo, la 1^{ère} Conférence ministérielle du Forum de coopération Chine Afrique a eu pour résultat plus de valeur symbolique que de valeur pratique, car les divers sujets ou plans évoqués restent relativement flous et restent à détailler. Cependant, à travers cette rencontre,

les consensus parvenus entre les deux côtés ont fourni une base assez solide pour ouvrir une voie à leur future coopération. Comparé à la 1^{ère} Conférence, le contenu de la 2^{ème} Conférence est beaucoup plus important et copieux, il arrive à proposer et même à concrétiser d'une façon spectaculaire une série de projets d'action.

11212. La 2^{ème} Conférence du Forum.

La 2^{ème} Conférence ministérielle du Forum Chine Afrique s'est tenue les 15 et 16 décembre 2003 à Addis-Abeba. A part la présence du Premier ministre chinois, étaient présents 12 chefs d'Etat et de gouvernements africains, 70 ministres de 44 pays membres du Forum ainsi que des représentants du président de l'Union africaine, du secrétaire général des Nations-Unies et des organisations internationales et régionales. La 2^{ème} réunion avait pour sujet : « Consolider et développer l'amitié sino-africaine, approfondir et élargir la coopération à l'avantage mutuel ». Elle a passé en revue les exécutions des actions de suivi prises par la 1^{ère} Conférence de Beijing en octobre 2000 et a adopté le « Plan d'actions d'Addis-abeba du Forum Chine Afrique pour 2004-2006 » qui définit d'ici à 3 ans les idées directrices, les objectifs principaux et les mesures concrètes à prendre pour la coopération sino-africaine pour la période 2004-2006 :

Sur le plan politique et sécuritaire, la Chine et les 44 pays d'Afrique participant à la conférence vont renforcer leur coopération pour la paix et la sécurité, les problèmes de sécurité non traditionnels (terrorisme, trafic d'armes légères, trafic de drogue, crimes économiques transnationaux, etc.). La Chine s'engage à continuer sa participation aux opérations de maintien de la paix et au processus de déminage en Afrique et à fournir, dans la mesure de ses capacités, une assistance financière et matérielle combinée avec la formation du personnel au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Elle soutiendra les efforts des pays d'Afrique pour prévenir et combattre le terrorisme, y compris l'adoption d'une convention contre le terrorisme et l'établissement à Alger d'un centre d'études et de recherche sur le terrorisme. Dans les affaires internationales, la Chine et l'Afrique intensifieront leur consultation et leur coopération au sein des Nations unies, de l'OMC et d'autres organisations internationales. La Chine s'engage à soutenir les efforts des pays d'Afrique qui ne sont pas encore membres de l'OMC pour adhérer à cette organisation. Elle prendra, dans le cadre du Forum, des mesures concrètes pour renforcer la coopération avec l'Afrique dans les secteurs prioritaires identifiés par le NEPAD, tels que les infrastructures, la prévention et le traitement des maladies transmissibles et infectieuses (dont le sida, le paludisme et la tuberculose), le développement des ressources humaines et de l'agriculture.

Sur le plan économique, la Chine et les pays membres du Forum s'engagent à promouvoir leur coopération dans l'agriculture, les infrastructures, le commerce,

l'investissement, l'exploitation des ressources naturelles, etc. Selon le Plan d'action d'Addis-Abeba, les deux parties sont d'accord pour élaborer un plan de coopération agricole pour la période 2004-2006. La Chine continuera à aider, sur le plan financier, les entreprises chinoises performantes à développer des projets de coopération agricole en Afrique. Dans le domaine des infrastructures, la Chine encouragera ses entreprises à participer activement aux projets en Afrique et à élargir la coopération notamment en ce qui concerne les transports, les télécommunications, l'énergie et l'alimentation en eau et en électricité. Quant aux échanges commerciaux, le plan d'action indique que la Chine et les pays d'Afrique s'engagent à promouvoir le commerce équitable dans les deux sens entre les deux parties. La Chine décide ainsi de faire bénéficier du tarif zéro une partie des produits en provenance des 34 pays d'Afrique les moins avancés pour leur accès au marché chinois, et de lancer en 2004 des négociations bilatérales avec les pays concernés sur la liste de produits qui seront exemptés de douane. Les deux parties prendront des mesures concrètes afin de promouvoir les investissements dans les deux sens et sont d'accord pour prendre des mesures de facilitation en faveur des entreprises chinoises intéressées pour investir en Afrique. En ce qui concerne la coopération dans l'exploitation des ressources naturelles, la Chine et les pays d'Afrique se mettent d'accord pour renforcer leurs consultations. La Chine se dit prête à participer activement aux projets d'exploitation des ressources des pays d'Afrique. Au sujet du développement des ressources humaines, la Chine augmentera, d'ici 3 ans, de 33% sa contribution financière au "Fonds africain pour le développement des ressources humaines" et formera pour les pays africains 10,000 personnels spécialisés dans différents domaines. Le Plan d'action d'Addis-Abeba prévoit aussi la coopération sino-africaine dans les domaines de l'éducation, de la santé publique et de la culture, du tourisme, etc.

1122. Les caractéristiques principales du Forum

En comparaison avec les anciens modes de coopération sino-africaine, le Forum de coopération Chine Afrique, comme nouveau mécanisme de coopération multilatérale, manifeste les deux caractéristiques principales suivantes:

1) Le fonctionnement d'ensemble et le développement tous azimuts

Jamais dans l'histoire des relations sino-africaines, la Chine n'est parvenu à développer ses relations avec les pays africains de manière globale. En réalité, sa couleur idéologique, ses capacités nationales ainsi que les contraintes dans les différentes périodes du passé ont largement limité le choix stratégique de la Chine envers l'Afrique. Globalement, l'ancienne relation entre la Chine et les pays africains s'est présentée plutôt comme une sorte de relation partielle, bilatérale et relativement dispersée. L'évolution récente de la situation

internationale et la croissance rapide de sa puissance générale depuis ces vingt dernières années offrent enfin la possibilité pour que la Chine soit en mesure de déclencher un mécanisme de fonctionnement d'ensemble vis-à-vis de l'Afrique. D'ailleurs, c'est le même cas pour l'établissement d'un nouveau mécanisme, intitulé "10+1", entre la Chine et l'ASEAN.

L'une des différences avec les autres Forums fondés par la Chine est que le Forum de coopération Chine Afrique dispose d'une nature de développement tous azimuts. Il s'agit d'une plate-forme qui contient presque tous les domaines des relations d'Etat, allant des affaires internationales à la sécurité non traditionnelle, de la coopération économique aux échanges commerciaux, de la formation des personnels spécialisés à la santé publique, jusqu'aux échanges culturels. La création de ce nouveau type de Forum reflète non seulement les besoins mutuels de deux côtés face à une nouvelle situation internationale, mais aussi une grande ambition de la Chine pour élargir son influence internationale tout en créant une condition favorable pour son propre développement économique.

2) Un mécanisme de progressivité fondé sur des coopérations concrètes

« Etablir un consensus d'abord, concrétiser les idées sortantes ensuite, et enfin le plan d'action », voilà en l'espace de cinq ans, que ce Forum a progressivement réussi à transformer un pur mécanisme de dialogue stratégique en un réel moteur de promotion du développement sino-africain dans tous les domaines. En fait, pour que ce Forum soit plus dynamique et puisse jouer un rôle important, dès le début de sa création, les deux côtés participants accordent une grande importance aux actions concrètes et aux effets obtenus.

Premièrement, un système des actions suivies a été immédiatement établi des deux côtés après la 1^{ère} Conférence ministérielle du Forum. La commission des actions suivies de la Chine est composée des représentants des 21 ministères, trois Ministères, le Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère de l'Economie et du Commerce, le Ministère de la Finance ont envoyé leur propre représentant pour former le secrétariat permanent de cette commission. Le directeur des Affaires africaines du Ministère des Affaires Etrangères est nommé chef du Secrétariat. Sous ce régime, une Conférence ministérielle aura lieu tous les trois ans, une réunion des représentants de haut niveau se tiendra tous les deux ans, des réunions des ambassadeurs africains accrédités en Chine seront régulièrement organisées.

Deuxièmement, les sujets coopératifs valorisés dans le cadre du Forum sont progressivement élargis et approfondis, parmi lesquels sont évoqués la coopération sécuritaire, le problème de la balance commerciale, le manque du dynamisme des entreprises chinoises vers l'Afrique, la formation des personnels spécialisés, etc.

Enfin, à la clôture de la 2^{ème} Conférence du Forum, la 1^{ère} Conférence Business

Chine Afrique est organisée le 16 décembre à Addis-Abeba pour une durée de 3 jours et a réuni plus de 400 entrepreneurs en provenance des pays membres du Forum. Des entreprises chinoises et africaines ont signé une vingtaine de contrats pour une valeur totale de près de 460 millions de dollars.

1123. Le rôle stratégique du Forum

Comme un nouveau mode de coopération, le Forum de coopération Chine Afrique se trouve encore dans une phase d'amélioration tant sur sa forme que dans son contenu. Il est peut-être trop tôt pour dresser un bilan sur ce mécanisme. Néanmoins, à travers son bon déroulement de 5 ans et certaines caractéristiques manifestées, il nous permet quand même de voir certains aspects de son rôle stratégique.

1) Un mécanisme qui répond aux besoins stratégiques de deux côtés

Du côté chinois, le poids du continent africain dans la scène internationale constitue certainement une partie déterminante des besoins chinois, mais c'est surtout les intérêts chinois en Afrique qui concernent de nombreux domaines dans de nombreux pays et qui continuent à s'élargir d'une façon accélérée que la Chine a pris en compte. « Comment mieux protéger ces intérêts et créer des conditions propices à partir d'une certaine hauteur d'ensemble » est devenu donc un sujet pressant pour la Chine. C'est la raison pour laquelle une sorte de mécanisme de macro-coordination et de macro-pilotage avec les pays africains est très demandé.

Du côté africain, améliorer les environnements internationaux pour mieux résister au choc du néo-interventionnisme et en particulier trouver une issue pour leur propre développement économique constituent un souci constant et urgent. La Chine, avec l'augmentation de sa place sur la scène internationale et les opportunités offertes par ses immenses marchés intérieurs, répond bien cette attente.

2) Un mécanisme qui enrichit les modes de coopération de la Chine avec l'Afrique.

Avant, la plupart de coopérations sino-africaines se sont déroulées dans un cadre de relation bilatérale ou sous-régionale, ce qui a entraîné une certaine incohérence et disparité dans les actions menées par la Chine avec les pays africains, et surtout, cela a empêché de maximiser « les effets des efforts ». D'ailleurs, toutes ces coopérations ont été pilotées et conduites strictement par les gouvernements de deux côtés, l'Etat était l'acteur unique dans ce genre d'activités. Faute d'un système souple, combiné à la fois entre « les points et l'ensemble », entre « les activités officielles et officieuses », les relations sino-africaines anciennes s'appaisaient plus ou moins déséquilibrées et ont manqué de dynamique de

progrès. La naissance du Forum a bien complété ces lacunes.

3) Un mécanisme qui permet à la Chine de résoudre certains problèmes sensibles.

Primo, cette démarche fait disparaître le souci de certains pays africains qui pensent que la politique diplomatique de la Chine d'aujourd'hui penche de plus en plus vers les pays occidentaux. L'établissement du Forum manifeste d'une part, la volonté politique ferme du gouvernement chinois de continuer à promouvoir ses relations avec les pays africains, et d'autre part l'importance accordée à ce vieux continent comme toujours par la Chine malgré certains grands changements fondamentaux dans les situations internationales.

Secundo, la multiplication des engagements de la Chine en Afrique sous l'impulsion du Forum renforcera sa position de lutte contre " la diplomatie d'argent " menée par l'Autorité taiwanaise. Depuis ces dernières années, l'autorité taiwanaise multiplie ses infiltrations en Afrique sous prétexte de soi-disant " Elargissement de l'espace de survie " et racole certains pays africains par des moyens financiers.

Tertio, un mécanisme qui entraînera le changement progressif de modes de l'aide traditionnelle vers l'Afrique. L'aide traditionnelle de la Chine pour les pays africains est constituée principalement par des dotations de matériaux, l'octroi des crédits, l'exemption ou la réduction partielle des dettes, construction de grandes infrastructures, etc. Ces modes de l'aide traditionnelle ont joué un rôle important dans le développement des relations sino-africaines, mais ils ont dévoilé aussi de certains points faibles, en particulier par l'incohérence entre les intérêts politiques et les intérêts économiques, entre les intérêts immédiats et l'influence à long terme. Par conséquent, la Chine elle-même est chargée d'un fardeau lourd. Cet enseignement du passé montre bien qu'un simple geste de donation ne suffit pas à maintenir une coopération fructueuse et durable et qu'il faut avoir une attitude réaliste et trouver d'autres modes de soutien pour que la coopération sino-africaine soit efficace et avantageuse des deux côtés. C'est dans cet esprit que le nouveau mécanisme souligne non seulement l'importance de " donner du poisson à quelqu'un", mais aussi l'échange de "la technique de pêche " pour que chacun de son côté puisse résoudre radicalement son problème.

4) Un mécanisme qui approfondira la connotation de coopération sud-sud et augmentera la place et l'influence des pays en voie de développement dans le système politique et économique du monde.

Dans le cadre du Forum, la Chine et l'Afrique vont multiplier et approfondir leur coopération dans le système de l'O.N.U., de l'O.M.C ainsi que dans les autres organismes internationaux, ce qui permettra d'augmenter remarquablement la place de négociation et les

capacités de participation aux affaires internationales des pays en voie de développements.

113. Nouvelle politique et principes de pilotage au siècle nouveau

A travers les enseignements tirés du passé et du présent, la Chine clarifie progressivement sa nouvelle politique et principes de pilotage pour développer ses relations avec les pays africains. La politique africaine de la Chine actuelle peut essentiellement être résumée en six points :

- 1) La Chine s'en tient aux Cinq principes dits de la coexistence pacifique, respecte les pays d'Afrique dans le choix de leur système politique et de leur voie de développement selon la réalité de leur pays respectif, ne se mêle pas dans leurs affaires intérieures, soutient leur juste lutte pour l'indépendance politique, la souveraineté nationale et l'intégrité du territoire national, et soutient leurs efforts pour maintenir la stabilité et l'unité de l'État, et développer l'économie nationale et le progrès social.
- 2) La Chine soutient les pays d'Afrique qui renforcent l'unité et la coopération entre eux, ainsi que leurs efforts d'association pour un renouveau, qui se défont des ingérences extérieures, et qui résolvent leurs différends et conflits au moyen de négociation pacifique. La Chine soutient l'Union africaine et d'autres organisations sous-régionales d'Afrique qui prennent des mesures positives pour rechercher la paix, la stabilité et le développement du continent africain, exécuter le Plan du « Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique » (NEPAD), et réaliser l'intégrité politique, économique et de sécurité.
- 3) La Chine s'efforce de consolider et développer les relations politiques de longue stabilité, d'amitié, et de confiance mutuelle et de coopération générale avec les pays d'Afrique, renforce les contacts entre les dirigeants chinois et africains, déploie les échanges entre les gens de différents domaines et de différentes couches sociales, s'efforce de favoriser leur compréhension mutuelle, d'augmenter l'éventail de la cognition commune, d'approfondir l'amitié et de développer la coopération.
- 4) La Chine continue, dans la mesure de sa capacité, à fournir aux pays d'Afrique une assistance économique qui ne s'assortit d'aucune condition politique, et prend des mesures pour accroître le rendement des projets issus de l'assistance chinoise. Basée sur la plate-forme qu'est le Forum de Coopération Chine Afrique, dans le principe de respect mutuel, d'avantages réciproques et de complémentarité mutuelle, elle procède à une coopération économique et

commerciale plus étendue et diversifiée, place au centre de la coopération bilatérale l'investissement et le commerce, l'exploitation des ressources humaines, la construction d'infrastructures et le développement agricole, encourage les entreprises des deux parties à multiplier les échanges, à mettre en valeur le potentiel de coopération et à augmenter l'efficacité de la coopération.

- 5) La Chine appelle la communauté internationale, en particulier les pays développés, à prendre en considération la paix et le développement en Afrique, à écouter et respecter la voix de l'Afrique, à adopter des mesures efficaces pour augmenter l'assistance et accroître le montant d'investissement vers l'Afrique et tenir leurs promesses de réduction de dettes, à ouvrir davantage leur marché, à aider l'Afrique à résoudre ses problèmes, à promouvoir le développement de l'économie africaine, à diminuer l'écart de développement entre l'Afrique et les autres régions du monde, pour que l'Afrique s'engage dans la voie de développement soutenu.
- 6) La Chine soutient les pays d'Afrique qui participent sur un pied d'égalité aux affaires internationales et qui y jouent un rôle positif, et continue à prôner la justice pour les pays d'Afrique dans les occasions multilatérales comme au sein des Nations unies et soutient leurs demandes raisonnables. Elle renforce les négociations et la coopération entre les deux parties dans les affaires internationales, défend les intérêts légitimes des pays en développement, favorisent la démocratisation des relations internationales, et s'efforce d'établir un nouvel ordre politique et économique international juste et rationnel.

Pour mettre en application cette politique, la Chine a concrétisé avec les principes de pilotages suivants :

- 1) Continuer à persévérer dans les objectifs et principes d'amitié sincère, de traitement égal, de soutiens réciproques et de développement commun.
- 2) Maintenir le courant d'échanges de haut niveau entre les deux pays, multiplier les échanges entre les parlements, départements gouvernementaux, partis et peuples.
- 3) Intensifier la coopération économique et commerciale entre les deux côtés, explorer et étendre à grands efforts les nouveaux champs, canaux et formes de coopération. Le gouvernement chinois encourage les entreprises ayant les moyens d'entreprendre avec la partie africaine de multiples coopérations de bénéfiques réciproques et continuer à accorder dans la mesure du possible son assistance en Afrique.
- 4) Amplifier les échanges et coopération dans les domaines culturels, éducationnel,

hygiénique, touristique et autres, enrichir la teneur de la coopération bilatérale.

- 5) Faire déployer davantage le rôle du Forum de coopération Chine Afrique, renforcer la concertation et coopération entre les deux côtés dans les affaires internationales et régionales.

114. Les échanges et les événements importants

1141. Les échanges politique. Depuis la tenue de la 1^{ère} Conférence ministérielle du Forum de coopération Chine Afrique, la relation politique sino-africaine est renforcée et les échanges de hauts niveaux sont multipliés. Une quarantaine des dirigeants d'Etats africains ont visité successivement la Chine. Du côté chinois, l'ex-président, JIANG Zemin a rendu visite deux fois aux pays africains et tout récemment, en juillet 2004, le nouveau président, HU Jintao a visité l'Egypte, le Gabon et enfin l'Algérie. A part cela, une vingtaine de Vice- Premier ministres chinois et une vingtaine de ministres commerciaux africains ont de leur part effectué des visites de travail chez les uns et les autres. En plus, une dizaine de responsable chinois de haut niveau dans le domaine de l'import-export sont allés en Afrique.

1142. L'établissement du mécanisme de dialogue et de coopération. Au mois d'avril 2004, "Le processus du système des actions de suivi du Forum de coopération Chine Afrique " est entré en vigueur et sous l'impulsion de ce processus, la Chine a établi avec 24 pays africains le mécanisme de dialogue et de coopération.

1143. L'envoi des troupes du maintien de la paix. Depuis ces 5 dernières années, la Chine participe activement au continent africain et y envoie des troupes de plus en plus importantes. Le 1 avril 2003, pour la 1^{ère} fois la Chine a envoyé des unités organiques composées d'une compagnie de génie fort de 175 personnes et une équipe médicale de 43 personnes en République démocratique du Congo. Jusqu'à présent, la Chine a déjà envoyé par trois fois au R.D.C. des unités au nombre total de 654 personnes et 1116 personnes par deux fois au Libéria réparties dans les unités de génie, de transport et de la santé.

12. Coopération économique et commerciale

121. La troisième étape d'ouverture

Après l'ouverture vers les pays développés et vers les pays limitrophes, la Chine commence à ouvrir ses portes vers les pays en voie de développement, ce qui constitue la

troisième étape stratégique de sa politique d'ouverture. Cette dernière étape serait encore plus conséquente qu'avant avec des effets spectaculaires, tant sur le plan politique que sur le plan économique.

L'économie chinoise s'internationalise sans cesse et s'intègre dans l'économie mondiale. Depuis son entrée dans l'OMC à la fin de 2001, le pays s'est ouvert davantage au monde extérieur. Son volume commercial a grimpé de 20,6 milliards de dollars en 1978 (début de la réforme et de l'ouverture) à 851,21 milliards en 2003. Il a doublé au cours des trois dernières années, totalisant 1040 milliards de dollars entre janvier et novembre 2004. La part du volume commercial extérieur dans le PIB de la Chine a augmenté de 12,63 % en 1980 à 60,3 % en 2003. En 2004, la Chine est devenue le troisième grand pays d'exportation du monde avec un montant total de 1150 milliards de dollars³. Selon des signes divers manifestés, la vitesse de croissance de l'exportation de Chine va continuer à être supérieure à celle de son PIB et par conséquent, sa dépendance vers l'extérieure va être accentuée. Cela signifie que la montée en puissance pacifique de la Chine a besoin de trouver des supports de coopération régionale encore plus larges.

Tout récemment, vers le Sud-est, la Chine s'investit dans la promotion de l'établissement de la Zone de libre échange commercial avec l'ASEAN et dans le même objectif, elle accélère ses études de faisabilité et sa négociation avec la Nouvelle-Zélande ainsi qu'avec les autres pays dans cette région ; vers le Sud, elle stimule activement la conciliation indo-pakistanaise et à la coopération régionale du Sud asiatique ; Vers l'Ouest, elle transforme l'Organisation de coopération de Shanghai en une future zone de libre échange commerciale ; Vers le Nord-Est, elle déploie ses efforts avec le Japon et la Corée du Sud pour la création d'une zone commerciale préférentielle. Au-delà de cette construction de « plaque asiatique », une autre démarche remarquable a eu lieu simultanément sur le continent sud-américain : La Chine a promis d'y investir 100 milliards de dollars au cours de 10 ans à venir et de réaliser un montant total de 100 milliards de dollars dans son commerce extérieur avec cet ami lointain⁴.

Pendant de longues années, économie chinoise a été occultée au profit de la diplomatie. Aujourd'hui, l'ordre est bien inversé. A la suite de la tenue de la dixième Conférence des ambassadeurs chinois accrédités aux pays étrangers au mois d'août 2004, le Conseil des Affaires d'Etat a convoqué une réunion spéciale au sujet de la coopération

³ Selon les données publiées par le Bureau statistique de l'Etat de Chine, le Ministère du Commerce de Chine et de l'Agence Chine Nouvelle.

⁴ Du 11 au 23 novembre 2004, le Président HU Jintao a visité successivement le Brésil, l'Argentine, le Chili et le Cuba. C'est au cours de cette visite que le Président HU et les dirigeants de ces quatre pays ont décidé de faire un grand effort pour parvenir à ces objectifs.

économique dans les pays en voie de développement, ce qui constitue une première fois dans l'histoire de la Chine. "Attirer (l'investissement) vers l'intérieur, sortir (pour investir) vers l'extérieur" devient dorénavant un slogan à la mode.

122. Relation commerciale

A l'entrée du nouveau siècle, en particulier sous l'impulsion du Forum, l'échange commercial entre la Chine et les pays africains se présente d'un nouveau visage dynamique sans précédent.

En 2000, le commerce entre la Chine et l'Afrique a franchi pour la première fois la barre de 10 milliards de dollars et a atteint 10,8 milliards. En 2002, le volume des échanges commerciaux s'est élevé à 12,39 milliards de dollars, soit une croissance de 700 % par rapport à celui de 1991. En 2003, il a atteint 18,55 milliards de dollars, soit une augmentation de 49.7% par rapport à celui de 2002. Pendant les dix premiers mois de l'an 2004, l'imports-exports sino-africain a déjà atteint 23,1 milliards de dollars. Comparaison avec la même période de l'année précédente, la Chine a enregistré une nouvelle croissance de 54.4% dont l'exportation a atteint 10,9 milliards de dollars et 12,1 milliards pour l'importation. 1,2 milliards de déficit commercial de la Chine sont dus à son importation croissante du pétrole brut.

Selon les statistiques d'Etat, le commerce sino-africain a parcouru dix ans pour passer d'un volume de 10 millions de dollars en 1950 à 100 millions de dollars, vingt ans pour passer de 100 millions à 1 milliard, et encore vingt ans de 1 milliard à 10 milliards. Cependant, pour passer de 10.8 milliards en 2000 à quasi 30 milliards en 2004, il n'y a que quatre ans d'espace.

Avec l'accélération de la modernisation et de la réforme économique de la Chine, la base des échanges commerciaux sino-africains a changé. Au cours de cinq dernières années, les marchandises traditionnellement exportées comme le textile, le filé et la toile ont été remplacées progressivement par des produits électromécaniques et ceux de la technologie avancée. En 2004, les principaux produits exportés vers l'Afrique dont les montants au-dessus de 10 millions de dollars sont : les équipements de radiocommunication, les machines industrielles, des appareils électriques, les produits alimentaires, les objets de voyage, les produits pharmaceutiques, le textile, les habillements, les objets plastiques, du thé, etc. En contrepartie, la Chine a importé principalement de l'Afrique du pétrole brut, des bois, des minerais de fer, des diamants, du coton, du cuivre, du gaz, etc.

A l'accompagnement de la forte croissance commerciale, la Chine et les pays

africains s'efforcent de standardiser leurs modes commerciaux pour améliorer les environnements commerciaux et d'investissements. Jusqu'à présent, la Chine a déjà signé « les accords pour éviter aux doubles taxes » avec 8 pays africains.

123. Investissement

Trois facteurs favorisent l'investissement des entreprises chinoises en Afrique: 1. Les produits chinois sont pratiques et moins chers, en particulier les produits électromécaniques et les articles quotidiens qui répondent bien aux besoins du marché africain. 2. Les secteurs industriels de Chine sont complets avec des technologies adaptées. 3. Les entreprises privées chinoises fonctionnent d'une façon souple dont les coûts de produits sont relativement bas.

Depuis 2000, la Chine a investi 12,3 milliards de dollars outre-mer, dont 1,2 milliards en Afrique. Les investisseurs chinois ont établi plus de 820 compagnies réparties en 49 pays d'Afrique, parmi lesquelles 117 entreprises sont nouvellement créées, 200 sont de propriété privée. Les opérations de ces entreprises touchent les sphères du commerce, de l'industrie de traitements, de l'exploitation des ressources naturelles, du transport et de l'agriculture, etc. Actuellement, un nouvel échiquier d'investissement de la Chine envers l'Afrique est en train de se former : deux locomotives constituées au nord par l'Egypte et le Soudan, au sud par l'Afrique du Sud et la Zambie, dirigent une large bande centrale concentrant en particulier au Kenya, au Nigeria, en Tanzanie, au Mali ; Les entreprises commerciales cèdent progressivement leurs places aux entreprises de production et d'exploration.

L'Afrique constitue l'une des régions les plus importantes pour effectuer la stratégie " sortir vers l'extérieur". Pour encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique, le gouvernement chinois a ouvert dans onze pays d'Afrique des centres de promotion de l'investissement et du commerce de manière à pouvoir fournir des informations nécessaires aux entreprises chinoises et faciliter leurs implantations. En plus, en créant des fonds spéciaux d'investissements, la Chine a d'une part, établi des politiques sur des crédits d'exportation et l'assurance de crédits d'exportation ainsi que sur les fonds d'investissements des PME aux marchés internationaux, et d'autre part, simplifié les formalités nécessaires pour favoriser des investissements aux pays étrangers. D'ailleurs, la Chine a signé avec 26 pays d'Afrique des accords bilatéraux sur la protection des investissements mutuels.

Deux événements tout récents méritent d'être mentionnés: l'entrée de la Chine à la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) à la fin de l'année 2004 et la création officielle du Conseil d'administration industrielle et commerciale sino-africaine au 1^{er} janvier

2005. Le premier illustre bien la volonté de la Chine de jouer un rôle important dans le développement des économies africaines et l'envie de la BOAD d'entrer au marché asiatique, « une zone en pleine croissance et un atout pour la prospérité des populations de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ». Quant au deuxième, cela constitue une complémentarité pour le Forum Chine Afrique. Celui-ci représente le soutien politique du développement des relations sino-africaines, mais il ne possède pas d'institution économique aidant les entreprises chinoises, surtout les entreprises privées qui font face au marché en plein de défis. À cet effet, le Conseil est né au moment voulu et promouvra la coopération des entreprises privées chinoises et africaines. Il s'agit d'un programme de coopération accompli en commun par le Programme des Nations unies pour le développement, le gouvernement chinois et l'Association de promotion des programmes Guangcai. Le programme établira le Conseil d'administration et des bureaux de représentation en Chine, en Afrique du Sud, au Nigeria, au Ghana, en Tanzanie, au Mozambique et au Cameroun, afin d'approfondir les liaisons économiques, surtout dans le domaine de l'investissement entre la Chine et ces pays d'Afrique, créant un environnement plus favorable à la coopération économique et technique sino-africaine. Ce Conseil, d'une part, participe au Forum Chine Afrique avec les institutions gouvernementales concernées, et d'autre part, sert de moyen commercial pratique pour aider les entreprises chinoises et africaines dans l'investissement et le commerce.

124. Travaux entrepris

Depuis ces dernières années, les travaux entrepris par les compagnies chinoises en Afrique se multiplient de plus en plus, le nombre de gros travaux ne cesse d'augmenter, la part technologique dans ces travaux s'améliore de jour en jour, touchant les domaines pétrochimiques, des logements, de l'électricité, des transports, des hydrauliques, des sidérurgies, des chemins de fer, des constructions de bateaux, etc. Les dix premiers mois de 2004, le montant des contrats signés par les compagnies chinoises atteint environ 4,64 milliards de dollars dont le chiffre d'affaires réalisé est de 2,84 milliards de dollars. Jusqu'en octobre 2004, les travaux entrepris par les entreprises chinoises en Afrique ont pour un montant total de 30,6 milliards de dollars dont le chiffre d'affaires réalisé s'est élevé à 21,54 milliards de dollars. Au total 880 travaux ont été achevés.

Parmi les principaux secteurs de la coopération sino-africaine, l'un des plus visibles est celui du bâtiment et des travaux publics. Palais du peuple à Djibouti et aux Comores, bâtiment du ministère des Affaires étrangères à Djibouti encore et en Ouganda, Hôtel Sheraton à Alger, Palais de la Culture à Abidjan, assemblée nationale à Libreville, logements

en Centrafrique, Algérie et Guinée Bissau, l'architecture chinoise se répartit un peu partout sur le continent africain. Des entreprises chinoises, qui ont également construit des routes en Guinée Equatoriale, en Mauritanie, érigent le sénat à Libreville et terminent la nouvelle aéroport d'Alger. Côté infrastructures, la Chine a financé et construit des aéroports au Mali, à Nouakchott le port autonome, au Maroc trois barrages, en Afrique du sud mine de chrome, au Nigéria les travaux d'aménagement du chemin de fer, etc. Pêche et agriculture sont également deux secteurs où les Chinois sont très présents, que ce soit en Guinée Bissau, au Maroc ou au Gabon. Deux entreprises sino-gabonaises sont spécialisées dans la transformation du bois. Les secteurs de pointe ne sont pas oubliés: en Ethiopie, comme à Djibouti, la Chine a investi plusieurs millions de dollars dans les télécoms.

125. Aides économiques

Sur le plan économique, à la fin du mois de juin 2002, le gouvernement chinois a honoré les engagements pris à la première conférence ministérielle du Forum de coopération Chine Afrique en 2000, en signant avec 31 pays d'Afrique des protocoles sur l'annulation totale ou partielle de dettes portant sur 156 dettes échues, pour un montant total de 10,5 milliards de yuans (1,27 milliard de dollars). Afin de stimuler les importations de la Chine en provenance des pays africains et d'accélérer la croissance du commerce, le Premier ministre chinois Wen Jiabao avait annoncé lors de la seconde conférence ministérielle du Forum Chine Afrique, que la Chine annulerait les taxes imposées sur 190 produits des 25 pays africains en voie de développement.

Au cours des trois ans passés, la Chine et les pays d'Afrique ont conclu 245 accords d'assistance économique, représentant en valeur quelque 44 % de l'aide chinoise à l'étranger pour cette période. Pour soutenir le développement agricole africain, la Chine a entamé le travail préparatoire pour des projets pilotes de coopération agricole en Afrique. La mission chinoise d'information agricole s'est déjà rendue dans des pays d'Afrique. La Chine a signé ou renouvelé avec 40 pays d'Afrique des protocoles sur l'envoi de missions médicales et continue à offrir des médicaments, des instruments et de l'équipement médical. Elle envoie notamment des médecins en Algérie et au Cameroun, où Pékin a également financé la construction récente d'un hôpital spécialisé dans la gynéco-obstétrique. Parmi les nombreux prêts ou dons de la Chine chaque année en direction de l'Afrique, Pékin a récemment accordé 2,5 milliards de francs CFA (3,8 millions d'euros) à la Centrafrique, lui permettant de payer ses fonctionnaires. Le financement de projets concrets "marque la différence entre la coopération Afrique-Chine et celle de l'Afrique avec d'autres pays". La coopération à la Chinoise a surtout l'avantage de n'être assortie d'aucunes "conditions politiques", pas

d'exigence en matière de droits de l'Homme ou de bonne gouvernance, alors que les pays africains se plaignent régulièrement des conditions imposées par les bailleurs de fonds. La Seule réelle exigence politique de Pékin est d'être l'unique représentant de la Chine dans le pays bénéficiaire. C'est-à-dire pas de relations diplomatiques avec Taïwan. Aujourd'hui seuls sept pays africains (Sénégal, Burkina Faso, Gambie, Malawi, Swaziland, Tchad, Sao Tomé et Príncipe) privilégient encore leur relations avec Taïpei.

13. Coopération dans les autres domaines

131. **Formation.** La Chine et l'Afrique ont réalisé un succès remarquable dans la coopération de l'exploitation des ressources humaines. En plus de donner des bourses à 1 500 étudiants africains chaque année, la Chine a organisé sur son territoire et en Afrique des séminaires et stages pour les hauts gestionnaires dans les domaines diplomatiques, économiques et financiers, des stages de technologies pratiques dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation, etc. Par ailleurs, la Chine a envoyé des experts, professeurs et techniciens dans les pays africains pour l'application des projets de coopération technique bilatérale, formant presque 7 000 personnes compétentes pour répondre aux besoins urgents du développement économique et social des pays d'Afrique.

132. **Echanges culturels et touristiques.** Les échanges culturels sino-africains se manifestent trois caractéristiques principales : En premier lieu, la multiplication des échanges officielles. Depuis la fondation de la Chine Nouvelle, environ 200 délégations culturelles ont rendu visites chez les uns et les autres. En deuxième lieu, les échanges de groupes de représentation ne cessent d'augmenter. Enfin, les exposés organisés chez les uns et chez les autres prennent de plus en plus des ampleurs. Selon le plan d'action d'Addis-Abéba, la Chine a organisé en 2004 un festival international, « Rendez-vous à Beijing » consacré en Afrique et à ses arts. À cette occasion, huit à dix groupes d'artistes africains ont été invités pour des représentations, et des expositions artistiques ont été organisées en Chine. La Chine a également organisé une manifestation culturelle en Afrique, « Voyage de la culture chinoise en Afrique » en 2004, par l'envoi d'ensembles de chants, de danses, d'acrobatie, d'arts martiaux, etc. Dans le plan d'action, la Chine annonce en outre l'organisation du « Festival des jeunesses chinoise et africaine en Chine » en l'an 2005. Dans le domaine touristique, la Chine a décidé d'accorder le statut de pays de destination touristique (ADS) pour ses citoyens à huit pays africains: l'Ile Maurice, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Kenya, l'Éthiopie, les Seychelles, la Tunisie et la Zambie. Jusqu'à présent, seulement l'Afrique du sud, l'Égypte et le Maroc sont des destinations touristiques pour les Chinois sur le continent africain.

Deuxième partie Les opportunités et les défis

21. Environnements internationaux de Chine au début du 21^{ème} siècle

“Les 20 ans à venir ont une importance vitale pour la Chine. La Chine d’aujourd’hui se trouve dans une période stratégique critique pour son développement, créer et obtenir un environnement international pacifique et stable, un environnement de bon voisinage et amical avec les pays limitrophes, un environnement coopératif basé sur les pieds d’égalité et sur l’avantage réciproque, un environnement médiatique à la fois objectif et bienveillant constituent les tâches fondamentales et les objectifs principaux recherchés de la diplomatie chinoise actuelle et à venir”.—HU Jintao

Sans aucun doute, l’environnement extérieur général de la Chine connaît aujourd’hui l’une des meilleures périodes depuis sa fondation: la possibilité d’affrontements militaires de grande envergure dans un court ou moyen terme est bien éloignée ; les frontières de « camps de confrontation » paraissent de plus en plus flous et ont quasiment disparus ; la volonté politique exprimée par la communauté internationale pour un monde pacifique et diversifié est considérablement renforcée grâce au consensus parvenu depuis les derniers événements ; l’influence internationale de la Chine ne cesse d’augmenter grâce au développement rapide et continu de sa puissance général ; la globalisation économique bat son plein partout dans le monde, ce qui offre des opportunités immenses pour les échanges et les coopérations économiques. Cependant, une telle réalité est loin d’être satisfaisante pour promouvoir la montée en puissance pacifique d’une Chine nouvelle.

211. Situation stratégique non optimiste

En fournissant à la Chine un espace d’action stratégique plus large qu’avant, le nouvel environnement international oblige la Chine à relever des défis sans précédents :

D’abord, la pression d’un vide stratégique. La dissolution de l’ex-U.R.S.S. a fait disparaître l’adversaire unique des Etats-Unis. « Les jeux du triangle » d’autrefois n’existent plus aujourd’hui. La Chine, avec ses augmentations de puissance générale et sa couleur idéologique criarde, est de plus en plus perçue aux yeux des américains comme un adversaire potentiel à venir, ce qui a conduit les Etats-Unis à retenir sur presque tous les fronts le développement de la Chine afin d’éviter ou au moins retarder, l’apparition d’un concurrent puissant. Le refus sur la proposition européenne au sujet de la levée d’embargo des armes et le renforcement des liens militaires avec les Japonais ont bien révélé cette intention américaine.

Ensuite, la pression en provenance de la structure existante. La montée en puissance en cours de la Chine entraîne sur l'échiquier du monde un certain ébranlement dont les échos sont bien retentissants. Malgré les opportunités offertes et les bénéfices tirés, un nombre important de pays, en particuliers les pays puissants, ont de plus en plus de soucis pour la protection de leurs propres intérêts. De plus, ces soucis sont justifiés par les conséquences de la montée en puissance des autres pays dans l'histoire du développement humain. Par conséquent, des « barrières dressées à titres collectifs », pas forcément à juste titre, risquent de se multiplier. Les 15 ans de négociations pour l'accès de la Chine à l'OMC constituent un bon exemple de ce genre.

Enfin, demeurent le problème de Taiwan et les contentieux maritimes.

"Les activités séparatistes des 'forces d'indépendance' de Taïwan sont déjà devenues les plus grandes menaces immédiates qui pèsent aussi bien sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine que sur la paix et la stabilité des deux rives du détroit de Taïwan et dans la région d'Asie-Pacifique."⁵ En fait, depuis ces dix dernières années, la tension entre les deux rives du détroit de Taiwan ne cesse d'augmenter. En préconisant les soi-disant "deux Etats"(LI Denghui), "Un Etat à chaque côté du détroit " (CHENG Shuibian), d'une part, l'autorité taiwanaise s'est livrée à " la révision de 'constitution' par la voie du référendum" pour obtenir juridiquement un fait établi, et d'autre part elle a multiplié ses activités extérieures par le biais de la diplomatie de l'argent pour "élargir son espace de survie". Cette attitude de provocation changerait un statut quo de 50 ans dans le détroit de Taiwan et risque de générer des crises incontrôlables. A part cela, un autre souci s'accroît : celui des litiges maritimes avec le Japon concernant à la fois l'exploitation des ressources pétrolières dans la zone HUANGHAI et la souveraineté de l'île DIAO YU. Bien que le protocole d'accord signé récemment entre la Chine, les Philippines et le Viêt-Nam sur l'exploitation conjointe du pétrole dans la mer méridionale de Chine ouvre une certaine perspective pour le règlement des contentieux maritimes, il ne permet pas toutefois de résoudre radicalement ces problèmes épineux, surtout au moment où l'ambition du militarisme japonais continue à gonfler. Tout cela constitue des facteurs crisogènes dont l'éclatement à un moment donné aura des conséquences extrêmement graves.

212. Economie prospère non sans soucis

Si le monde doutait encore des succès de la réforme économique chinoise vers la fin du siècle dernier à cause de la crise financière asiatique en 1997, personne ne peut nier

⁵ Extrait du « Livre blanc de défense » publié le 27 décembre 2004, 4^{ème} version.

aujourd'hui le décollage économique de ce pays: Son PIB est passé de 1400 milliards de yuans en 1978 à 13 650 milliards de yuans (environ 1365 milliards d'euros) en 2004, soit une hausse en moyenne de 9,4 % par année, au septième rang des unités économiques du monde. En 2004, le commerce extérieur a atteint 1 150 milliards de USD, faisant passer la Chine de la quatrième à la troisième place dans le monde ; 9,8 millions d'emplois ont été créés dans les villes et les bourgs ; Le revenu net des citadins s'est accru de 7,7% et celui des paysans de 6,8% ; Le gazoduc Ouest-Est, d'une longueur totale de 4 000 km, a été installé et mis en service, tandis que d'autres travaux clés, tels que la construction du complexe hydraulique des Trois Gorges, l'acheminement d'électricité de l'Ouest vers l'Est, la construction de la ligne ferroviaire Qinghai-Tibet et l'adduction d'eau du Sud vers le Nord, ont enregistré de nouvelles avancées ; Pendant l'année écoulée, le montant réellement utilisé des investissements étrangers directs s'est élevé à 60,6 milliards de USD ; les réserves en devises étrangères ont dépassé 600 milliards de dollars⁶. En 2020, la Chine devrait quadrupler son économie et maintenir une croissance annuelle du PIB à plus de 7,2 %.

Malgré cette prospérité encourageante, certaines ombres non négligeables commencent à planer sur les économies chinoises :

2121. Insuffisances énergétiques.

Le 25 janvier 2005, le directeur de la statistique d'Etat de Chine, Mr. LI Deshui, a annoncé une nouvelle d'importance: en 2004, la Chine a franchi pour la 1^{ère} fois dans son histoire la barre de 100 millions de tonnes d'importation de pétrole et a importé au total 122,72 millions de tonnes du pétrole brut, soit une augmentation de 34,8% par rapport à l'année précédente. Cette consommation accrue s'explique par la croissance rapide de l'économie chinoise. Depuis les dix dernières années, le taux de croissance en moyenne sur la consommation pétrolière est maintenu autour de 6,66%, mais celui de la production pétrolière intérieure n'atteint que 1,75%. Cette disproportion a eu pour effet de transformer la Chine d'un pays d'exportation pétrolier en un pays d'importation pétrolier en 1993. A partir de 1995, la Chine est devenue un pur pays d'importation énergétique. En 2002, la production pétrolière de Chine s'est élevée à 168,9 millions de tonnes, mais la consommation pétrolière a grimpé à 245,7 millions de tonnes. Depuis 2003, la Chine a dépassé le Japon et est devenue le deuxième plus grand pays consommateur de pétrole avec 5,46 millions de barils par jour dont la part de consommation occupe 6,5% de la consommation mondiale, juste derrière les Etats-Unis (25,5%)⁷. Actuellement, 1/3 de la consommation pétrolière de

⁶ Selon les données publiées par le Bureau statistique de l'Etat ; Les nouvelles publiées par l'Agence XINHUA.

⁷ Selon les données publiées par l'Agence XINHUA et le rapport d'étude intitulé « La stratégie de sécurité énergétique de Chine », écrit par Zhongqi PAN, publié le 1 décembre 2004.

Chine a besoin d'être importée. Selon les estimations des experts, la demande en pétrole pour la Chine augmentera en moyenne de 10% chaque année dans les dix ans à venir et elle atteindra 150 millions de tonnes en 2010, 450 millions de tonnes en 2020. Autrement dit, 60% de la consommation chinoise serait importée de l'extérieur.

La dépendance pétrolière ne reflète pas tout le problème énergétique de la Chine. Le 15 décembre 2004, le programme de consommation alternée d'électricité a été mis en application à Shanghai, ville économiquement la plus importante de Chine. Plus de 8 000 entreprises répartissent leurs congés entre le lundi et le vendredi, et travaillent le week-end. Le délestage en hiver était très rare auparavant. En Chine, la pénurie d'électricité a commencé dès 2000 et est accentuée en 2004. Selon les données du réseau électrique national de Chine, en été 2004, 27 réseaux de niveau provincial subissaient des délestages, et le seul réseau national en a connu plus de 800 000. Dans l'ensemble du pays, aux heures de pointe de la consommation, on manque de 20 à 30 millions de kW. L'insuffisance d'électricité dans les réseaux du Zhejiang, du Jiangsu, du Shanxi et de l'ouest de la Mongolie intérieure est la plus grave et les délestages sont constants. En été 2003, le Zhejiang, qui manquait de 75 milliards de kW, a subi une perte de 100 milliards de yuans. Le Shanxi, qui a subi le moins de pertes, a tout de même perdu 18 milliards de yuans par manque d'électricité.

2122. Dépendance accrue vers l'extérieure

Pendant onze années successives, la Chine a dépassé tous les autres pays en développement en ce qui concerne l'utilisation des capitaux étrangers. Le taux annuel de croissance de l'investissement étranger a toujours dépassé 20 % depuis 1989, et le montant total de l'investissement étranger en 2003 a atteint 53,51 milliards de dollars. À la fin de 2003, il y avait 465 277 entreprises à capitaux étrangers en Chine. Les entreprises étrangères occupent une part considérable du marché chinois, le tiers dans certains secteurs de haute technologie. Par ailleurs, l'import-export des entreprises étrangères établies en Chine a représenté la moitié du volume de commerce extérieur de la Chine. En participant pleinement au développement de la spécialisation dans les réseaux mondiaux de production, l'économie chinoise dépend de plus en plus du monde extérieur, à tel point que de plus en plus de gens se demandent si elle est toujours capable de résister à une nouvelle crise économique tant régional qu'internationale. Le contour de "La Grande Muraille économique" devient de plus en plus flou.

22. L'importance de l'Afrique

221. L'histoire de 50 ans (1949—1999)

Le premier contact entre la Chine et l'Afrique date de longues années, mais c'est à la deuxième moitié du 20^{ème} siècle que la relation sino-africaine connaît un grand essor. Au cours du demi-siècle qui a suivi la fondation de la Chine nouvelle, les deux parties ont éprouvé de la sympathie l'une pour l'autre et se sont mutuellement soutenues.

2211. Percée du blocus et solidarité internationale

Comme l'un des rares "régimes rouges", la naissance de la Chine nouvelle en 1949 a subi des blocus imposés par les pays puissants occidentaux, en particulier les Etats-Unis qui d'une part, continuait à soutenir l'ancien régime de JIANG Jieshi replié à Taiwan, d'autre part ont poussé la Guerre coréenne jusqu'à la frontière chinoise. Le nouveau pouvoir chinois n'a pas eu d'autre choix que de se pencher vers l'Union soviétique, un autre régime rouge à cette époque, et restait relativement isolée sur la scène internationale. Cette situation a été accentuée un peu plus tard par la discorde sino-soviétique vers la fin des années 50. La convocation de la Conférence Bandoung en Indonésie en avril 1955 a permis enfin à la Chine nouvelle de se libérer de son isolement international et d'établir ses premiers liens avec un continent lointain, l'Afrique. Les rencontres entre Mr. ZHOU Enlai, Premier ministre chinois et les dirigeants des pays africains ont fini par aboutir à de larges consensus de deux côtés. Depuis lors, la relation sino-africaine s'est développée rapidement. Vers la fin des années 50, la Chine a successivement établi des relations diplomatiques avec cinq des neuf pays indépendants africains à l'époque, à savoir l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, le Soudan et la Guinée.

Au début des années 60, les mouvements de libération nationale se sont développés rapidement sur le continent africain. La Chine, en tant que pays déjà libéré, a pensé qu'il était de son devoir de porter son soutien aux autres pays qui étaient en train de lutter pour leur propre indépendance nationale. Du nord au sud du continent africain, de l'Algérie au Mozambique, de la Tanzanie à l'Angola, la Chine a fourni des aides importantes pour montrer sa "solidarité internationale". En dehors de cela, la visite du Premier ministre ZHOU Enlai en Afrique de décembre 1963 à février 1964 a constitué l'un des événements majeurs dans les relations sino-africaines. C'est au cours de cette visite que la Chine a proclamé pour la première fois une politique africaine relativement complète dont le contenu est manifesté par les cinq principes suivants : (1) Soutenir les peuples de tous les pays africains dans leur lutte contre les impérialistes, les colonialistes et les néocolonialistes ou pour conquérir et sauvegarder l'indépendance nationale. (2) Soutenir leur politique de paix, de neutralité et de non-alignement. (3) Soutenir leurs aspirations pour la réalisation de la solidarité et de l'unité par un moyen de leur choix, ainsi que leurs efforts pour régler leurs différends par voie de consultations pacifiques. (4) Exiger des autres pays qu'ils respectent la

souveraineté de tous les pays africains. (5) Lutter contre les agressions et toute intervention étrangère. Grâce à ses efforts politiques et diplomatiques, la Chine a réussi à établir des relations diplomatiques avec 14 autres pays africains vers la fin des années 60.

2212. Réhabilitation du siège à l'O.N.U. et la théorie des « Trois Mondes »

Le soir du 25 octobre 1971, l'assemblée des Nations Unies a adopté avec une majorité écrasante (76 pour dont 25 voix votées par les pays africains, 35 contre, 17 abstentions) la Résolution 2758 au sujet de la réhabilitation du siège de la République Populaire de Chine à l'O.N.U. "C'est nos amis africains qui nous ont emmené dedans"⁸, a ainsi dit le président MAO. En fait, le soutien ferme porté par la Chine envers l'Afrique a élargi considérablement son influence africaine.

Un autre événement majeur de cette époque: MAO Zedong a énoncé sa fameuse théorie des « Trois mondes »⁹. Selon Mao, notre globe est composé de trois parties: Les Etats-Unis et l'Union soviétique forment le "premier monde", ces deux superpuissances sont les plus exploiters de l'époque et aussi l'ennemi du peuple. Les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine qui forment le "Tiers monde" sont les pays victimes de l'oppression et de l'exploitation, et donc constituent la force principale dans la lutte contre l'hégémonisme. Entre les "deux mondes", les pays développés de l'Europe occidentale ainsi que le Japon, le Canada et l'Australie constituent le "second monde". Ces pays possèdent un double caractère: d'une part, ils sont des exploiters des pays du tiers monde; d'autre part, ils sont manipulés et opprimés par les deux superpuissances. La relation entre le second monde et le tiers monde est, pour l'essentiel, une relation d'unité et de lutte, donc, le second monde est une force susceptible d'être ralliée dans la lutte contre l'hégémonisme.

Sous la conduite de cette théorie, la Chine s'est engagée de plus en plus en Afrique pour consolider son camp du Tiers monde. Tout en continuant à porter son soutien politique, la Chine a déployé des efforts inlassables pour soutenir l'indépendance économique des pays africains. Elle a aidé des pays amis d'Afrique à construire des usines, des hôpitaux, des écoles et d'autres infrastructures. De nombreux projets d'assistance, la construction du chemin de fer Tanzanie-Zambie (une longueur totale de 1 860 km) est le plus connu. Les travaux ont été mis en chantiers en 1970 pour s'achever en 1976. La Chine a fourni des prêts sans intérêt de 988 millions de yuans (équivalent à peu près à 700 millions de dollars), transporté 1 million de tonnes d'équipements et de matériaux, envoyé 50 000 ingénieurs et techniciens parmi lesquels 64 y ont laissé leur vie. Au plus fort des travaux, plus de 16 000

⁸ Selon l'interview de Mr. FU Hao, secrétaire général de la délégation chinoise à la 26^{ème} Assemblée de l'O.N.U.

⁹ En février 1974, au cours d'un entretien avec le président zambien KAWOUNDA, MAO a indiqué: «J'espère que le Tiers monde pourra s'unifier. Toute l'Asie, sauf le Japon, appartient au Tiers monde. Toute l'Afrique appartient au Tiers monde, toute l'Amérique latine aussi.»

constructeurs chinois travaillaient en même temps dans les chantiers. A la fin des années 70, 41 pays africains ont établi des relations diplomatiques avec la Chine parmi lesquels 25 étaient nouveaux.

2213. De la lutte internationale à la construction économique

Au début des années 80, le jugement de la Chine sur la situation internationale a radicalement changé : au lieu de continuer à penser que la guerre mondiale était imminente, le nouveau dirigeant chinois, Mr. DENG Xiaoping estimait que la force pacifique du monde entier se développait rapidement, à tel point qu'elle prévalait déjà à la force de guerre. En conclusion : la guerre mondiale pouvait être évitée à court et moyen terme. Ce jugement fondamental a conduit la Chine à déplacer ses efforts vers la construction économique en entamant une politique de réforme et d'ouverture vers l'extérieur. Dans ce contexte, un regard rétrospectif auto critique a permis à la Chine d'établir peu à peu une attitude réaliste sur ses relations extérieures en rejetant l'idéologie comme le premier critère du développement des relations d'Etat. La visite du Premier ministre, Mr. ZHAO Ziyang aux 11 pays africains¹⁰ a marqué la naissance d'une nouvelle politique de Chine envers l'Afrique. Sans mentionner comme avant l'importance de la solidarité internationale, Mr. ZHAO a présenté les quatre nouveaux principes de la coopération sino-africaine dans les domaines économiques et technologiques dont le contenu est résumé comme suit : (1) La coopération économique et technique menée par la Chine avec les pays africains est basée sur un pied d'égalité et un avantage réciproque, sans conditions politiques, sans demander aucuns privilèges ; (2) Accorder une grande importance aux effets coopératifs. Les deux parties coopèrent à partir de leurs besoins réels et de leurs possibilités. " Peu d'investissement, courte échéance des travaux, effet immédiat" sera l'objectif coopératif recherché ; (3) En partant des conditions locales, le mode de coopération peut être divers, allant de la formation des personnels spécialisés au soutien technique, de la gestion en commun à la co-production, en passant par des travaux contractés, etc. (4) L'objectif de la coopération sino-africaine est de se connaître, se compléter, se soutenir mutuellement afin de promouvoir le développement économique et d'augmenter la capacité d'auto production de chaque côté.

L'ouverture vers l'extérieur et l'abandon de considération idéologique a élargi encore davantage l'espace stratégique chinois, trois nouveau pays africain ont établi des relations diplomatiques vers la fin des années 80.

¹⁰ Du 20 décembre 1982 au 17 janvier 1983, le Premier-ministre chinois, Mr. ZHAO Ziyang a visité successivement l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, la Guinée, le Gabon, le Zaïre, le Congo, la Zambie, le Zimbabwe, le Kenya. Au Dar-Es-Salaâm, Mr. ZHAO a convoqué une conférence de presse pour présenter les nouveaux principes.

2214. Fluctuation du 4 juin et écroulement du système bipolaire

La fin des années 80 et le début des années 90 ont été des moments durs pour les relations sino-africaines. D'abord, la stabilité intérieure chinoise a été sérieusement perturbée par "l'événement du 4 juin". Les pays occidentaux, en accusant le gouvernement chinois d'avoir violé les droits de l'homme, ont imposé un embargo général sur la Chine. Ensuite, la dissolution de l'ex-URSS au début des années 90 a annoncé la fin d'un système bipolaire. A la suite de cet événement, une vague de démocratisation et du multipartisme, soutenue par les pays occidentaux, a battu son plein partout en Afrique ; de nombreux pays africains ont rencontré des difficultés sans précédents. Maintenir la stabilité intérieure et améliorer l'environnement international sont devenus des sujets principaux tant pour la Chine que pour l'Afrique. C'est dans ce contexte que la Chine et les pays africains se sont unifiés encore une fois. Durant toutes les années 90, les échanges à hauts niveaux entre la Chine et les pays africains se sont multipliés d'une façon remarquable. Du côté chinois, 2 chefs d'Etat, un président de l'assemblée, un vice-président, 2 Premier-ministres, 1 vice Premier-ministre ont effectué successivement 9 visites en Afrique. Du côté africain, plusieurs dizaines de chef d'Etat sont venues en Chine. Dans cette période, les échanges dans le domaine économique, commercial, éducatif, culturel ont connu tous de nouveaux développements. " C'est dans le malheur qu'on reconnaît de vrais amis ", a ainsi dit l'autorité chinoise. Un autre événement mérite l'attention : la visite en Afrique en 1996 de Jiang Zemin, alors président de Chine. Au cours de cette visite, il a avancé une proposition en cinq points sur l'établissement de relations orientées vers le XXIe siècle et caractérisées par une longue stabilité et une coopération générale : sincérité et amitié, traitement mutuel sur un pied d'égalité, unité et coopération, développement en commun et orientation vers l'avenir. Cette proposition est devenue le noyau de la politique africaine chinoise de la nouvelle période.

222. Nouveau Cap de Bonne Espérance

L'Afrique n'a pas changé, elle garde quasiment le même visage contradictoire d'avant: un vieux continent à la fois pauvre et riche. Pauvre en PNB : « Les cinquante Etats subsahariens génèrent un PNB cumulé d'environ 250 milliards de dollars, soit 1% du produit mondial brut, l'équivalent du PNB de la Belgique de 10 millions d'habitants ou de la seule Colombie de 42 millions d'habitants »¹¹. 300 millions de personnes vivent sous le seuil de la pauvreté ; Riche en ressource naturelle : ce vieux continent possède en réserve, 77 429

¹¹ Voir « Afrique: les crises d'un continent », l'article de Mr. Pascal CHAIGNEAU in « Enjeux diplomatique et stratégique, 2004 », page 133.

millions de barils de pétrole, 91% de chrome, 88% de platine, 83% de manganèse, 60% de diamant, 50% d'or, 49% de phosphate, 41% de cobalt, 30% de titane¹², etc. Comme "une zone périphérique", tout au long des années de la guerre froide, que ce soient les super-puissants ou les anciens pays colonisateurs, il semble qu'ils ont tous plus ou moins oublié ce vieux continent. Les engagements des grandes puissances sur ce continent à l'époque n'avaient qu'une simple raison : puisque leur rival y apparaît, il faut y aller, leurs intérêts vitaux seront menacés. L'intérêt porté au continent lui-même était bel et bien placé au second rang de leurs préoccupations.

Mais les temps changent. Au tournant du siècle, tous les regards du monde ont convergé vers l'Afrique : un vieux continent qui mérite d'être redécouvert. A partir de ce moment là, l'Afrique est devenue une vraie tribune internationale.

D'abord, les Etats-Unis. Après une longue période de négligence vis-à-vis de l'Afrique, les Américains considèrent trois facteurs majeurs pour y percer : la nécessité d'établir un nouvel ordre mondial sur le modèle américain, l'indissociabilité de l'Afrique avec la sécurité nationale américaine et enfin, l'accès et le contrôle de ressource stratégique. En mars 1998, le président Clinton a effectué pour la première fois en vingt ans une tournée « historique » dans six pays de l'Afrique noire. Deux ans après, au mois d'août 2000, comme le seul président dans l'histoire des Etats-Unis, Clinton à être retourné pour la deuxième fois en Afrique. Cette fois-ci, il a porté avec lui un cadeau de 209 millions de dollars au Nigeria, un geste qui ne manque pas de sens si on considère certains aspects géopolitiques de ce dernier. En l'espace de 5 ans, cette diplomatie américaine a atteint son apogée : de 8 au 13 juillet 2003, G.W.BUSH est le seul président républicain des Etats-Unis après la Deuxième Guerre Mondiale, à avoir visité successivement le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Ouganda et enfin le Nigéria. En plus de ces visites, Washington a organisé une série de conférences américano-africaines¹³ pour promouvoir sa politique de "Useful Africa".

Ensuite, la Grande Bretagne et la France. En épousant les principes américains, le retour de la Grande Bretagne s'est manifesté par une forte couleur idéologique : elle a commencé par l'effort pour l'établissement du multipartisme au Kenya et a fini par une simple coupure de relation traditionnelle avec le Zimbabwe, qui depuis 2000 a entamé « une

¹² U.S. Geological Survey, Mineral Commodity Summaries, 2003 ; U.N. Industrial Commodity Statistics Yearbook 2001; UNCTAD, Handbook of World Mineral Trade Statistics, 1995-2000, New York, 2002.

¹³ Un an après la tournée en Afrique noir de Clinton, une réunion ministérielle a eu lieu du 17 au 19 mars 1999 à Washington ayant pour objectif de renforcer « le nouveau partenariat entre les Etats-Unis et l'Afrique ». Cette réunion est suivie l'année suivante, du 16 au 21 février 2000, du « Sommet national sur l'Afrique », les représentants de l'ensemble de la société américaine livrent leurs réflexions sur le continent. AGOA (African Growth and Opportunity Act), un important acte commercial pour renforcer le lien américano-africain a ainsi vu le jour. Le janvier 2003, le Forum du Commerce et Coopération économique américano-africaine s'est tenue à l'île Maurice.

révolution agraire » contre les fermiers blancs. La visite de Tony Blair aux quatre pays africains en février 2002 a adouci plus ou moins cette politique africaine britannique en ciblant la prévention des conflits et la pauvreté comme les deux nouveaux domaines d'action pour son deuxième mandat. En ce qui concerne la France, son cas est un peu particulier : Elle est le seul pays puissant qui garde depuis toujours son regard et ses moyens en Afrique malgré une certaine incohérence dans la pratique de sa politique et une réduction importante de ses forces prépositionnées. En demeurant en Afrique « le premier client, le premier fournisseur, le premier investisseur et le premier dispensateur d'aide »¹⁴, il est tout à fait logique de voir que la France se montre une sensibilité extrême vis-à-vis de ce continent. De l'opération « Turquoise » à l'opération « Licorne », de la crise du Darfour au putsch togolais, la France n'a pas ménagé ses efforts pour jouer le rôle de sapeur-pompier. Une nouvelle particularité est apparue depuis un certain temps : au lieu d'agir seuls comme autrefois, les anciennes puissances européennes doivent aujourd'hui de plus en plus intervenir collectivement sur ce vieux continent, précisément au nom de l'Union européenne. La mise en oeuvre du projet « RECAMP » et l'opération « ARTEMIS » en R.D.C. ont bien montré cette nouvelle tendance.

Enfin, les nouveaux-venus asiatiques. Le Japon, nation toujours ambitieuse, a commencé sa percée en Afrique au début des années 90. Sa motivation initiale est triple : fonder une image pacifique plutôt que belliqueuse, partager les ressources stratégiques, élargir son influence internationale afin de pouvoir devenir un grand puissant du monde. Le premier rôle qu'il a joué était celui d'un pur donateur. Après les cinq premières années de générosité, son aide en Afrique a sensiblement diminué, tombant de 13,33 milliards de dollars en 1995 à 994 millions de dollars en 1999. Depuis 1993, le Japon a établi le mécanisme de dialogue TICAD¹⁵ pour renforcer ses liens avec les pays africains. En janvier 2001, pour la première fois dans l'histoire du Japon, un Premier ministre japonais en exercice, Mr. Yoshiro mori, a visité l'Afrique. Toutes ces démarches japonaises ne sont pas de simple geste de sympathie ou de compassion. 53 voix à l'ONU constituent quand même un enjeu vital pour son futur destin au Conseil de Sécurité. A part le Japon, la grande dynamique des autres pays asiatiques est perçue un peu partout en Afrique, tels que la Corée du sud, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, l'Inde. La globalisation économique offre à ces pays, ayant une forte croissance intérieure, une belle occasion pour investir en Afrique. Leur percées victorieuses sont dues, pour une large part, à leur attitudes pragmatique et à la diversité de

¹⁴ Voir « Afrique: les crises d'un continent », l'article de Mr. Pascal CHAIGNEAU in « Enjeux diplomatique et stratégique, 2004 », page 138.

¹⁵ « Tokyo International Conference For the African Development », un mécanisme de dialogue nippon-africain qui se tient à tous les cinq ans.

leur mode de coopération.

23. Réflexion sur le présent et le futur

Si nous avons perdu une première chance pour renforcer le lien sino-africain il y a six cents ans, l'histoire nous en donne aujourd'hui une deuxième : après 25 ans d'effort inlassable, la puissance général chinoise augmente rapidement et atteint un niveau satisfaisant; 50 ans d'amitié avec l'Afrique nous ont fourni une base solide pour un développement à venir ; l'environnement international global, en particulier la globalisation économique, est favorable pour la mise en application de la stratégie « sortir vers l'extérieur ». Parallèlement, les défis qui s'annoncent sont immenses: premièrement, la revalorisation de l'Afrique accentue une compétition internationale acharnée. En comparaison des autres pays puissances, nous ne disposons pas de l'avantage, que ce soit dans le domaine des influences traditionnelles, de la technologie, des capitaux, du rapprochement géographique, et même linguistique. Deuxièmement, la « diplomatie de l'argent » poursuivie par l'autorité taiwanaise constitue une perturbation constante pour la stabilité de la relation sino-africaine. Le pragmatisme effectué par certains pays africains entraîne des vacillations fréquentes de leurs positions envers la Chine. Troisièmement, le manque de stratégie d'alliance et notre couleur criarde nous conduisent régulièrement dans un camp solitaire. Quatrièmement, comment protéger nos intérêts en Afrique qui ne cesse d'élargir ? Cinquièmement, comment forger une image objective de la Chine afin d'amplifier encore d'avantage nos influences ? etc.

« Le succès ne sourit qu'à ceux qui l'ont bien préparé à l'avance ». Alors, comment faire ?

231. Stratégie politique

1) maintenir la stabilité et la continuité de la politique de la Chine envers l'Afrique, consolider encore d'avantage la relation amicale sino-africaine. Le regard rétrospectif sur le parcours de 50 ans nous a permis de découvrir que les réajustements à plusieurs reprises de la politique africaine de Chine étaient fortement influencés par les environnements internationaux et les jugements des leaders politiques. L'intérêt d'Etat était placé pendant longtemps derrière l'idéologie, comme second critère pour mesurer le développement de la relation bilatérale. L'application de cette politique a limité largement nos choix stratégiques vers de nombreux pays africains. D'ailleurs, la fluctuation fréquente de cette politique a entraîné une certaine balance des attitudes des pays africains envers nous.

2) Augmenter la sensibilité stratégique, renforcer les moyens de suivi et des études sur l'Afrique, en particulier, sur les activités taiwanaises. « L'immobilisme coupable » est du, dans un large degré, au manque de prévoyance et d'information. Aujourd'hui, « la Chine a besoin d'Afrique » n'est plus une langue de bois, l'Afrique est en train de devenir l'un des supports les plus importants de notre politique d'ouverture. L'afflux des intervenants extérieurs et les changements vertigineux du terrain nous demandent de prêter plus d'attentions qu'avant, afin de bien suivre la situation évolutive. Des efforts convenables, tels que les ressources humaines, les équipements nécessaires ainsi que les finances, doivent être mis en place.

3) Etablir un système d'alerte pour affronter d'éventuelles crises. Avec l'augmentation rapide nos intérêts en Afrique, il est temps d'envisager d'établir un système d'alerte pour mieux protéger nos propres intérêts. En fait, les enseignements tirés du passé ont bien montré que le manque de moyens d'action de notre part nous a mis souvent dans des situations extrêmement passives, surtout quand une crise dépasse le contrôle du gouvernement local. Si la bienveillance et la sincérité ne suffisent pas à calmer la violence, il faut réagir.

4) Renforcer les moyens médiatiques, améliorer les méthodes de propagandes. Fonder une image objective de la Chine est un sujet d'actualité pour nous. Malgré notre volonté sincère, nous rencontrons souvent des déformations ou malentendus vis-à-vis de la Chine. Nous ne possédons pas de porte-avions, ni de bases militaires aux pays étrangers ; Notre politique de défense est purement défensive, et pourtant, "la menace militaire chinoise" est entendue ça et là ; la situation intérieure s'est considérablement améliorée depuis ces 25 dernières années, cependant, les reproches vis-à-vis des droits de l'homme ont trouvé toujours leur marché ; quand la tension monte à la frontière, peu importe avec quel pays, la Chine est toujours accusée comme provocatrice ; Quand le prix du pétrole est monté, c'est la Chine qui a été accusée comme responsable, etc. Est-ce que la Chine est innocente ? Oui et non. Oui, parce que toutes ces accusations sont sans fondements ou peu vrais ; Non, parce que notre apathie ou notre langue de bois a laissé les autres à dire n'importe quoi. Pour changer cette situation, il faut que nous sachions nous présenter aux autres pays avec de nouvelles idées directrices, de nouvelles méthodes, et surtout de nouveaux moyens.

5) Augmenter la sensibilité de stratégie d'alliance, protéger les intérêts communs. Malgré la compétition internationale acharnée, il existe toujours des possibilités pour coopérer avec les autres. Sur ce point, nos amis africains sont naturellement nos alliés constants et crédibles. Mais notre stratégie d'alliance ne doit pas se limiter à ce point. Face à des situations ponctuelles, tout en respectant les intérêts des pays africains, il faut toujours trouver d'autres alliés pour retrouver un équilibre. Savoir coopérer, c'est aussi savoir

vaincre.

232. Stratégie économique

La coopération économique sino-africaine se développe rapidement et est particulièrement fructueuse. La Chine possède des techniques et des expériences adaptées, l'Afrique abonde en ressources naturelles et humaines. Leur marchés respectifs sont immenses et cette forte complémentarité ouvre une belle perspective pour leur futur développement. Cependant, il faut être bien conscient qu'il existe une série de problèmes auxquels nous devons prêter notre attention.

2321. Commerce

Actuellement, les principaux problèmes commerciaux entre la Chine et les pays africains peuvent se résumer en 3 points :

- 1) Malgré la croissance rapide depuis ces dernières années, le volume commercial bilatéral reste à un niveau faible. En 1999, le volume commercial sino-africain a occupé seulement 1,7% du volume total de l'exportation importation commerciale de Chine, 2% du côté africain. En 2004, le volume commercial sino-africain a légèrement augmenté et atteint 2% du volume total de l'export import de Chine. Cette proportion ne correspond pas à la bonne relation politique et à la forte complémentarité des deux côtés.
- 2) Nos partenaires commerciaux principaux sont répartis dans seulement 14 pays africains. Le volume commercial avec ces 14 pays occupe 80% du volume commercial total sino-africain.
- 3) La qualité d'une partie de nos marchandises laisse à désirer, et surtout certains produits exportés sont des fausses marques, ce qui a détérioré gravement notre crédibilité.

Pour régler ces problèmes, il faut des mesures nécessaires, des esprits d'initiatives, mais surtout une attitude réaliste et une vision à long terme.

D'abord, au sujet du problème du volume commercial bilatéral. Actuellement, le volume total de l'importation et de l'exportation des pays africains est autour de 100 à 150 milliards de dollars. Ces dernières années, à cause de la chute consécutive du prix des matières premières au marché mondial, le revenu d'exportation de nombreux pays africains a beaucoup réduit, ce qui a influencé fortement leur capacité d'importation. Face à cette situation, il faut éviter toute impétuosité et mettre notre accent plutôt sur l'élargissement de notre participation au marché africain en trouvant de nouveaux partenaires commerciaux.

En suite, en faisant des efforts pour améliorer la qualité de nos produits, il faut perfectionner les services après-ventes des entreprises en Afrique. L'Etat, de son côté, doit renforcer encore d'avantage le système de vérification sur la qualité des produits et le contrôle douanier.

Enfin, il faut utiliser de nos moyens macro-économiques pour encourager et conduire les entreprises réputées à investir en Afrique.

2322. Investissement

La percée des entreprises chinoises sur le marché africain est relativement récente par rapport à celle des entreprises occidentales. Arrivées tardivement, les entreprises sont obligées de faire face à certaines conditions défavorables :

- 1) Manque de capitaux. Comparé aux grandes entreprises trans-nationales des pays occidentaux, la plupart des entreprises chinoises ne possèdent pas de capitaux suffisants pour entreprendre de grands travaux ou supporter la pression d'investissement à haut risque.
- 2) Manque du système d'information complet qui peut fournir des renseignements pratiques de manière à favoriser l'implantation des entreprises chinoises en Afrique. La création du Conseil d'administration industrielle et commerciale sino-africaine au 1^{er} janvier 2005 est une bonne démarche, mais sa mise en place et son fonctionnement demanderont du temps. D'ailleurs, ce projet ne couvre pas tous les pays africains.
- 3) Manque de mesures juridiques d'accompagnements complets et soutien gouvernemental limité. Dans l'industrie minière, par exemple, la Chine n'a jamais promulgué de loi concernant l'exploitation des ressources minières aux pays étrangers, elle n'établit pas un système de soutien administratif qui peut piloter de façon concrète les activités des entreprises, fournir des renseignements pratiques et aider à concentrer des capitaux.
- 4) Manque de mécanisme de coordination intérieure entre les entreprises chinoises. Cela entraîne une certaine incohérence dans leurs activités et même des compétitions intérieures.

Tous ces problèmes sont des réalités qui empêchent les entreprises chinoises de mieux s'implanter sur le marché africain et qui mérite d'être sérieusement étudiés.

2323. Energie

Le problème énergétique devient de plus en plus un enjeu essentiel en Chine. Pour maintenir un développement rapide et durable, le ravitaillement énergétique constituera un facteur déterminant pour la Chine. Depuis un certain temps, le gouvernement chinois fait

des efforts pour multiplier les sources énergétiques afin de réduire au maximum le risque stratégique de dépendance. C'est dans ce contexte que l'Afrique occupe une place importante pour la Chine. Actuellement, 1/4¹⁶ du pétrole brut importé par la Chine provient de l'Afrique. Mais le problème ne réside pas simplement dans la découverte de nouvelle source. Au-delà de ce souci, il existe en parallèle un autre problème majeur: la sécurité du transport. Selon les statistiques concernées, environ 90%¹⁷ du pétrole importé est acheminé selon trois voies maritimes : du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie sud-est. Comment protéger ces lignes vitales ? Avec quels moyens ?

Conclusion

la Chine et l'Afrique se sont rencontrés, à la deuxième moitié du 20^{ème} siècle,.

Cette rencontre a dépassé les contraintes géographiques, culturelles et linguistiques, enfin, elle était au-delà de la logique naturelle ; Cette rencontre était pourtant inévitable, parce qu'elle est basée sur des besoins communs et la similitude du passé. Pendant 50 ans, quoi qu'il soit advenue dans le monde, la Chine et l'Afrique se sont montrés toujours compréhensifs l'un envers l'autre et se sont soutenus mutuellement.

Au début de ce nouveau siècle, la relation sino-africaine est entrée dans une phase de maturité et est en train de montrer une dynamique sans précédent. Leur amitié traditionnelle et leur forte complémentarité ouvrent de belles perspectives pour leur coopération future.

Malgré cela, l'évolution de la situation mondiale et la compétition internationale acharnée obligent la Chine à faire face aux nouveaux défis. "La Chine a besoin de l'Afrique". Si nous avons raté une première chance dans l'histoire, nous n'avons pas le droit de rater la deuxième. Déployer nos efforts sur le renforcement des relations sino-africaines, clarifier les domaines d'action et anticiper notre préparation stratégique me paraissent absolument nécessaires pour affronter les éventuelles crises futures.

¹⁶ En 2002, 23% du pétrole brut importé (18,5 millions de tonnes) par la Chine provient d'Afrique.

¹⁷ En 2002, 50% du pétrole brut importé par la Chine provient de Moyen-Orient, 23% d'Afrique, 15% d'Asie du sud-est.

Annexe I ¹⁸:

Les événements importants sur les relations sino-africaines (1949-2004)

1949 :

Le 1 octobre, fondation de la République Populaire de Chine ; Mr. ZHOU Enlai a envoyé des messages aux gouvernements des pays étrangers.

Le 16 octobre, Mr. Paul Robinson, président du Congrès des affaires africaines a envoyé un télégramme à président MAO pour célébrer la fondation de R.P. la Chine.

1955 :

Du 18 au 24 avril, tenue de la Conférence de Bandoung en Indonésie. C'était dans cette conférence que M. Zhou Enlai, premier ministre et ministre des affaires étrangères a rencontré, pour la première fois, des dirigeants africains, en particulier le président égyptien, Mr. NASSER avec qui plusieurs entretiens ont eu lieu. Après la conférence, la Chine intensifiait les contacts avec les pays africains.

1956

Le 30 mai, la Chine et l'Egypte ont signé un communiqué conjoint sur l'établissement de relations diplomatiques, l'Egypte est donc devenue le premier pays africain à établir des relations diplomatiques avec la Chine.

1957

Le 26 décembre, Mr. GUO Moruo, un pacifiste connu en Chine, a conduit une délégation populaire chinoise pour participer à la Conférence de l'union Afro-asiatique au Caire. Les représentants populaires de plus de 40 pays afro-asiatique y ont été présentés. Le président MAO a envoyé un télégramme pour féliciter la tenue de la Conférence.

1958

Le 14 avril, le premier ministre ZHOU Enlai a envoyé un télégramme au premier ministre Ghanéen, Mr. ENGULUMA pour féliciter le succès remporté au cours de la Conférence des Etats indépendants africains au sujet de la lutte anti-colonialisme, de la lutte pour l'indépendance nationale.

Le 5 décembre, le Premier ministre ZHOU Enlai a envoyé un télégramme à l'Assemblée Populaire Africaine pour féliciter la tenue de la Conférence qui a pour sujet de lutter contre les impérialistes pour réaliser l'indépendance nationale.

1959

Le 4 octobre, la Chine a établi des relations diplomatiques avec la Guinée. Celle-ci est devenu le 1^{er} pays du Sud Sahara ayant des relations diplomatiques avec la Chine.

1960

Du 11 au 15 avril, la délégation chinoise, conduite par Mr. LIAO Chengzhi, président de la commission d'union sino-africaine, a participé à la Deuxième Conférence de l'union afro-asiatique au Conackry.

Le 12 avril, l'Association d'amitié sino-africaine a été créée à Beijing.

Le 3 juillet, Mr. LIAO Chengzhi a exprimé au cours d'une grande manifestation

¹⁸ Selon les données du Bureau d'étude de l'Asie Ouest et l'Afrique de l'Institut d'étude des relations internationales modernes de Chine.

populaire que “ le peuple chinois est toujours un ami fidèle pour le peuple africain, qu’il soit dans le passé, au présent ou pour le futur”.

Du 10 au 15 septembre, le président guinéen, SEKOU TOURE a rendu visite en Chine. C’est le premier chef d’Etat africain qui a effectué une visite en Chine.

1962

Le 14 avril, à la veille de la célébration de la Journée de liberté africaine (le 15 avril), la commission de l’union sino-africaine de Chine a envoyé un message de salutation à l’Assemblée populaire africaine. Le journal «le Quotidien du Peuple » a publié un éditorial intitulé« l’Afrique unifiée remportera la victoire».

1963

Le 8 août, au cours d’un entretien avec ses amis africains, le président MAO a présenté ses points de vue sur la situation africaine: “ Actuellement, l’ensemble du continent africain se trouve dans une vague d’anti-impérialiste et d’anti-colonialisme. Pour les pays africains, qu’ils soient indépendants ou pas, tôt ou tard ces pays parviendront à réaliser totalement leurs indépendances et seront libérés. Tout le peuple chinois porte son soutien pour vous. ”

Du 14 décembre 1963 au 10 février 1964, le Premier ministre ZHOU Enlai, accompagné par le vice Premier ministre et ministre des affaires étrangères, Mr. CHENG Yi, ont visité successivement l’Egypte, l’Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Ghana, le Mali, la Guinée, le Soudan, l’Ethiopie et la Somalie. C’est au cours de cette visite que la Chine a proclamé, au nom du gouvernement chinois, “ les cinq principes et huit propositions ” pour le développement des relations étatiques entre la Chine et les pays africains, dont le contenu des cinq principes est le suivant: (1) Soutenir les peuples de tous les pays africains dans leur lutte contre les impérialistes, les colonialistes et les néocolonialistes ou pour conquérir et sauvegarder l’indépendance nationale. (2) Soutenir leur politique de paix, de neutralité et de non-alignement. (3) Soutenir leurs aspirations pour la réalisation de la solidarité et de l’unité par un moyen de leur choix, ainsi que leurs efforts pour régler leurs différends par voie de consultations pacifiques. (4) Exiger des autres pays qu’ils respectent la souveraineté de tous les pays africains. (5) Lutter contre les agressions et toute intervention étrangère. Les huit propositions : (1) Le gouvernement chinois accorde ses aides sur le principe de pieds d’égalité et avantage mutuel, il pense qu’il faut des aides mutuels au lieu d’être considérées comme des dons latéraux. (2) En accordant ses aides aux autres pays, le gouvernement chinois respecte strictement leur souveraineté. Elle n’impose aucune condition et ne demande aucun privilège. (3) Le gouvernement chinois accorde ses aides par le biais des crédits sans intérêts ou bas intérêts dont les échéances du remboursement pourraient être reportées selon le besoin de manière à alléger le fardeau des pays recevant. (4) L’objectif des aides accordées par le gouvernement chinois est de soutenir les pays récepteurs à prendre progressivement une voie d’auto production et d’auto développement économique. (5) Les travaux construits par le gouvernement chinois ont pour but d’économiser l’investissement, d’obtenir des effets rapides de manière à permettre aux pays récepteurs d’augmenter les revenus et d’accumuler des capitaux. (6) Le gouvernement chinois fournira de meilleurs équipements et des matériaux dont les prix seront négociés selon celui des marchés internationaux. Le gouvernement chinois garantit de faire des remises et des échanges sur les équipements et les matériaux qu’il a fourni s’il avait des problèmes de qualité. (7) Le gouvernement a promis de faire maîtriser les technologies par les pays récepteurs pour n’importe quelles technologies qu’il transfert. (8) Les experts chinois envoyés bénéficient des mêmes traitements que ceux des pays récepteurs. Aucune autres demandes spéciales ou aucuns privilèges ne leur sont exigés.

1965

De 30 mars au 2 avril, ZHOU Enlai a rendu visité en Algérie et en Egypte. Le 31 mars,

la Chine et l'Algérie ont publié un communiqué conjoint. Le soir du 1^{er} avril, ZHOU Enlai s'est entretenu avec le président égyptien NASSER.

De 4 au 8 avril, ZHOU Enlai a visité la Tanzanie et les deux parties ont signé un communiqué conjoint.

Du 19 au 30 juin, ZHOU Enlai et le vice Premier-ministre et ministre des affaires étrangères CHENG Yi ont rendu visite en Egypte.

Le 22 juin, la délégation chinoise conduite par le vice Premier-ministre et ministre des affaires étrangères CHENG Yi est arrivée à Alger pour participer à la Deuxième Conférence afro-asiatique. Le 28 juin, la délégation chinoise a quitté l'Algérie du à l'ajournement de la tenu de la Conférence.

Le 22 octobre, ZHOU Enlai a envoyé des télégrammes aux pays afro-asiatiques pour énoncer la position du gouvernement chinois sur le report de la Deuxième Conférence afro-asiatique dont le contenu est le suivant : selon la situation actuelle, il n'est pas convenable de convoquer cette conférence. Si le principe de concertation à l'unanimité était violé, si cette conférence s'est tenue comme prévue, le gouvernement sera obligé de ne pas y participer, parce qu'elle entraînera une division.

Le 26 octobre, le gouvernement chinois a déclaré que la Deuxième Conférence afro-asiatique ne pourrait être autre qu'une réunion de division, la Chine n'y participe pas.

1967

Le 5 septembre, le gouvernement chinois et le gouvernement tanzanien ont signé l'Accord sur la construction du chemin de fer Tanzanie-Zambie. Les études et la conception de cette ligne ferroviaire ont été entamées en 1968 et les travaux mis en chantiers en 1970 pour s'achever en 1976. D'une longueur totale de 1 860 km entre Dar Es-Salaam, capitale de la Tanzanie, et Kapiri Mposhi en Zambie, le TAZARA est l'un des projets complets d'assistance les plus importants de la Chine en Afrique. Il traverse de hautes montagnes, des vallées profondes, des forêts touffues et des zones inhabitées que hantent des animaux sauvages, et franchit des marais et des lacs. Sa construction était une entreprise gigantesque et requérait des techniques complexes. De plus, les conditions d'exécution étaient très dures. Le gouvernement chinois a fourni des prêts sans intérêt de 988 millions de yuans et transporté équipement et matériaux pour ce projet. Il a envoyé 50 000 ingénieurs et techniciens. Au plus fort des travaux, plus de 16 000 constructeurs chinois travaillaient en même temps sur chantiers. Malheureusement, 64 Chinois y ont laissé leur vie.

1971

Le soir du 25 octobre, l'assemblée des Nations Unis a adopté à une majorité écrasante (76 pour dont 25 par les pays africains, 35 contre, 17 abstenu) la Résolution 2758 au sujet de la réhabilitation du siège de la République Populaire de Chine à l'O.N.U. "C'est nos amis africains qui nous ont emmené dedans", a ainsi dit le président MAO.

1973

Le 21 février, la première ligne aérienne entre la Chine et l'Afrique a été ouverte qui desservait Addis-Abeba et Shanghai.

1974

En février 1974, au cours d'un entretien avec le président zambien KAWOUNDA, le président MAO Zedong a dit qu'il espérait «que le Tiers monde puisse s'unifier. Toute l'Asie, sauf le Japon, appartient au Tiers monde. Toute l'Afrique appartient au Tiers monde, toute l'Amérique latine aussi». La théorie des "Trois mondes" a ainsi vu le jour.

1976

Le 13 juillet, la délégation chinoise, conduite par le Vice-Premier ministre SUN Jian a

rendu visite en Zambie pour participer à la cérémonie de transmission.

Le 14 juillet, la cérémonie a eu lieu en Zambie. Le même jour, le chemin de fer Tanzanie-Zambie a été officiellement mis en service.

1982

Du 20 décembre 1982 au 17 janvier 1983, le Premier-ministre chinois, Mr. ZHAO Ziyang a visité successivement l’Egypte, l’Algérie, le Maroc, la Guinée, le Gabon, le Zaïre, le Congo, la Zambie, le Zimbabwe, le Kenya. A Dar-Es-Salaam, Mr. ZHAO a convoqué une conférence de presse pour présenter les quatre nouveaux principes de la Chine afin de piloter la coopération économique et technique, à savoir : (1) La coopération économique et technique menée par la Chine avec les pays africains est basée sur un pied d’égalité et l’avantage réciproque, sans conditions politiques, sans demande de privilèges; (2) Accorder une grande importance sur les effets coopératifs. Les deux parties font leur coopération à partir de leurs besoins réels et de leurs conditions disponibles. “ Peu d’investissement, courte échéance des travaux, effet immédiat” sera l’objectif coopératif recherché ; (3) En partant des conditions locales, le mode de coopération peut être divers, allant de la formation de personnels spécialisés au soutien technique, de la gestion en commun à la co-production, en passant par des travaux contractés, etc. (4) L’objectif de la coopération sino-africaine est de se connaître, se compléter, se soutenir mutuellement afin de promouvoir le développement économique et d’augmenter la capacité d’auto production de chaque côté.

1986

Du 17 au 27 mars, le chef d’Etat chinois LI Xiannian a visité successivement l’Egypte, la Somalie et le Madagascar.

1989

Du 18 au 23 décembre, le chef d’Etat chinois YANG Shangkun a visité l’Egypte.

1991

Du 2 au 6 juillet, le Premier-ministre chinois LI Peng a visité l’Egypte.

1992

Du 28 juin au 11 juillet, le chef d’Etat chinois YANG Shangkun a visité successivement le Maroc, la Tunisie et la Côte d’Ivoire. Lors de sa tournée, il a présenté six principes régissant le développement des relations de la Chine avec les pays africains: (1) La Chine soutient les pays africains dans leur maintien de la souveraineté d’Etat et de l’indépendance nationale, ainsi que dans leur lutte contre l’intervention extérieure et dans leurs efforts pour promouvoir le développement économique. (2) La Chine respecte les pays africains dans leur choix d’un système politique et d’une voie de développement propre à leurs conditions nationales. (3) La Chine soutient les pays africains dans leur volonté de renforcer la coopération inter-africaine, de résoudre les conflits par voie de négociations pacifiques. (4) La Chine apprécie hautement les efforts faits par l’O.U.A. pour amener la stabilité dans le continent africain et pour la réalisation de l’intégration économique. (5) La Chine appuie tous les efforts des pays africains pour participer, en qualité de membre à part entière de la communauté internationale, dans les affaires internationales et dans l’instauration d’un nouvel ordre économique et politique. (6) La Chine est disposée à développer ses échanges amicaux et la coopération économique avec les pays africains sur la base des Cinq Principes de coexistence pacifique.

1995

Du 19 juillet au 4 août, le Premier ministre chinois ZHU Rongji a rendu des visites en Tanzanie, à l’île Maurice, au Zimbabwe, au Botswana, au Namibie et la Zambie. Au cours de

cette visite, ZHU Rongji a fait une proposition en trois points pour développer les relations sino-africaines : (1) Elargir le soutien mutuel, créer un environnement international caractérisé par la paix et la stabilité ; (2) Renforcer la concertation amicale, promouvoir l'amélioration de l'environnement économique international ; (3) Pousser en avant la coopération à l'avantage mutuel, chercher le développement et la prospérité en commun.

Du 3 au 5 octobre, le Premier ministre LI Peng a visité le Maroc.

1996

Du 8 au 22 mai, le président JIANG Zemin a visité successivement le Kenya, l'Egypte, l'Ethiopie, le Mali, la Namibie et le Zimbabwe. Au siège de l'O.U.A., le président JIANG a fait un discours qui a pour titre « Une nouvelle œuvre monumentale pour l'amitié sino-africaine ». Dans son discours, il a avancé une proposition en cinq points sur l'établissement de relations orientées vers le XXI^e siècle et caractérisées par une longue stabilité et une coopération générale : sincérité et amitié, traitement mutuel sur un pied d'égalité, unité et coopération, développement en commun et orientation vers l'avenir. Cette proposition est devenue le noyau de la politique africaine de la Chine dans la nouvelle période.

1998

Le 3 août : cérémonie d'ouverture du 1^{er} Séminaire sino-africain de hauts fonctionnaires de gestion économique. Ce séminaire a été organisé conjointement par le Ministère du Commerce et le Ministère des Affaires Etrangères de Chine pour une durée de deux mois.

1999

Du 23 janvier au 4 février, le vice-président HU Jintao a visité successivement le Madagascar, le Ghana, le Côte d'Ivoire et l'Afrique du sud.

Du 28 au 31 octobre, le président JIANG Zemin a visité le Maroc et l'Algérie.

Du 15 au 25 novembre, le Premier-ministre LI Peng a visité successivement l'Ile Maurice, l'Afrique du sud et le Kenya.

2000

Du 24 au 27 avril, le président JIANG Zemin a visité l'Afrique du sud. Au cours de cette visite, les deux parties ont publié « La Déclaration de Pretoria au sujet de la relation du partenariat entre la République Populaire de Chine et la République de l'Afrique du sud ». Au retour, JIANG a eu un entretien avec le président égyptien MOUBARAK au port d'Alexandrie en Egypte.

Le 8 septembre, au cours du sommet millénaire de l'O.N.U., le président JIANG a offert un petit-déjeuner en invitant les dirigeants des pays africains. Pendant ce petit déjeuner, JIANG a fait un discours sur le renforcement de la coopération sud-sud en proposant un principe en 4 points, à savoir : sincérité et amitié, traitement mutuel sur un pied d'égalité ; renforcement de concertation et coordination parfaite ; exploration sur potentialité et complémentarité mutuelle ; solidarité et unanimité ; fonder l'avenir ensemble.

Du 10 au 12 octobre, la 1^{ère} Conférence ministérielle du Forum de Coopération Chine Afrique s'est tenue à Beijing.

2001

Du 17 au 20 janvier, le vice-président HU Jintao a rendu visite en Ouganda.

Du 16 au 28 avril, le président de la Conférence de consultation politique, Mr. LI Ruihuan a visité successivement l'Ile Maurice, l'Afrique du sud et le Maroc.

Du 31 octobre au 17 novembre, le président de l'Assemblée Populaire de Chine, Mr. LI Peng a conduit la délégation chinoise pour effectuer une visite en Algérie et en Tunisie.

2002

Du 13 au 18 avril, le président JIANG Zemin a visité successivement la Libye, le Nigéria et la Tunisie.

Du 19 au 27 avril, le Premier-ministre ZHU Rongji a visité l'Égypte et le Kenya.

Le 21 mai, le 1^{er} Forum de la propriété intellectuelle africaine a eu lieu à Beijing.

Le 9 juillet, comme représentant spécial du gouvernement chinois, le vice-ministre du Ministère des Affaires Étrangères, Mr. YANG Wenchang a participé, à titre « d'hôte distingué », au 1^{er} Sommet de l'Union africaine. A Beijing, le porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères, LIU Jianchao a exprimé le soutien du gouvernement chinois sur la naissance de l'Union africaine.

Du 25 au 6 septembre, le Premier-ministre ZHU Rongji a rendu visite en Algérie, au Maroc et Cameroun. Au cours de cette visite, ZHU a déclaré que la Chine soutient le projet NEPAD.

Du 26 au 27 septembre, le Colloque sino-africain sur l'investissement et la coopération agricole a eu lieu à Beijing.

Du 18 au 20 octobre, le Forum de la Médecine traditionnelle sino-africaine s'est tenu à Beijing.

Du 25 au 26 novembre, la réunion de hauts représentants sino-africains du Forum de Coopération Chine Afrique a eu lieu à Addis-Abeba.

2003

Du 9 au 19 février, le président de la Conférence de consultation politique, Mr. LI Ruihuan a visité successivement la Tanzanie, la Namibie, la Zambie. A son retour, il a fait une escale aux Seychelles.

Le 1^{er} avril, la Chine a envoyé en République démocratique du Congo une compagnie de génie fort de 175 personnes pour effectuer une mission de maintien de paix en Afrique. C'est la 1^{ère} fois que la Chine a envoyé des unités organiques dans ce continent.

Le 9 juillet, le Premier-ministre WEN Jiabao a envoyé un télégramme aux chefs d'Etat de l'Union africaine pour féliciter la tenue de la conférence de l'U.A.. Dans son télégramme, WEN a exprimé que la Chine portera comme toujours son soutien à la construction de l'U.A. et à l'application du NEPAD.

Du 15 et 16 décembre, la Deuxième Conférence ministérielle du Forum Chine Afrique s'est tenue à Addis-Abeba.

2004

Du 29 janvier au 4 février, le Président HU Jintao a visité successivement l'Égypte, le Gabon et l'Algérie. A l'Assemblée Nationale du Gabon, HU a fait un discours intitulé « Consolider l'amitié traditionnelle sino-africaine, approfondir la coopération globale sino-africaine ». Dans son discours, il a avancé une proposition en trois points : (1) Insister sur l'amitié traditionnelle, pousser la relation sino-africaine vers un nouveau développement ; (2) Insister sur le soutien et l'avantage mutuel, promouvoir le développement en commun ; (3) Insister sur la coordination parfaite, protéger les droits et les intérêts des pays en voie de développement.

Annexe II :

Le commerce sino-africain de 1990 à 2003

(En million de dollars)

Année	Volume import-export	Export	Import	Excédentaire
1990	1664,51	1296,91	367,60	929,31
1991	1425,56	999,99	425,57	574,42
1992	2050,54	1390,79	659,75	731,04
1993	2530,71	1527,44	1003,27	524,17
1994	2642,63	1748,65	893,98	854,67
1995	3921,13	2493,69	1427,44	1066,25
1996	4030,81	2566,33	1464,48	1101,85
1997	5673,00	3209,20	2463,80	745,40
1998	5532,28	4055,71	1476,57	2579,14
1999	6483,64	4108,50	2375,14	1733,36
2000	10597,81	5042,71	5555,10	-512,39
2001	10799,54	6006,58	4792,96	1213,62
2002	12389,10	6961,67	5427,43	1534,24
2003	18545,43	10184,12	8361,31	1822,81

Source : Les statistiques de la Douane de Chine, 2003.

Annexe III :

Les pays africains dont le montant commercial avec la Chine a dépassé 100 millions de dollars.

Année	Pays	Part du volume commercial de Chine vers l'Afrique (%)	Pays dont le montant d'export dépasse 100 millions de dollars	Part du volume d'export de Chine vers l'Afrique (%)	Pays dont le montant d'import dépasse 100 millions de dollars	Part du volume d'import de Chine vers l'Afrique (%)
1990	Soudan	11,9				
1994	RSA, Egypte, Maroc, Togo	55	RSA, Egypte, Togo	39,9	RSA	60,3
1998	RSA, Egypte, Nigeria, Soudan, Maroc, Angola, Côte d'Ivoire, Gabon, Bénin, Zimbabwe, Tunisie, Ghana, Kenya, Algérie	80,4	RSA, Egypte, Nigeria, Soudan, Maroc, Côte d'Ivoire, Bénin, Zimbabwe, Ghana, Kenya, Algérie	75,7	RSA, Angola, Gabon	67,2
2002	RSA, Soudan, Nigeria, Angola, Egypte, Maroc, Bénin, Algérie, Guinée équatoriale, Congo(Braz.), Gabon, Côte d'Ivoire, Ghana, Libye, Togo, Zimbabwe, Cameron, Kenya, Tanzanie, Ethiopie	92	RSA, Nigeria, Egypte, Maroc, Bénin, Soudan, Algérie, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Tunisie, Togo, Tanzanie, Libye	85,1	RSA, Soudan, Angola, Guinée équatoriale, Guinée, Congo(Braz.), Gabon, Zimbabwe, Maroc, Nigeria, Cameron	90,2

Source : Les statistiques de la Douane de Chine en 2002.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- Sous la direction de Pascal CHAIGNEAU, Enjeux diplomatiques et stratégiques 2004 ; Edition ECONOMICA, 2004.
- Sous la direction d'Yves Michaud, La Chine aujourd'hui, Editions ODILE JACOB, septembre 2003.
- Xin ZHONG, Chine 2003, Edition Nouvelle Etoile, 2003.
- Livre blanc « La Défense Nationale de la Chine en 2002 », Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire de Chine, décembre 2002.
- Nathalie HOFFMANN et Jean-Christophe MABIRE, Afrique-Asie : Vers un nouveau partenariat, Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie moderne(CHEAM), Paris 2000.
- Marc AICARDI DE SAINT-PAUL, Le Japon et l'Afrique : Genèse d'une relation atypique, Paris, CHEAM, 1999.
- François Joyaux, La politique extérieure de la Chine populaire, PUF, Collection Que sais-je ? 1993.

OUVRAGES EN CHINOIS

- Sous la direction de Tinggen LU, Mémoires: «La Chine et l'Afrique», Edition de l'Université de Beijing, janvier 2000.
- Jimin XU, La réforme politique de l'Afrique contemporaine, Edition Economie et Technologie, juillet 1998
- Jidong LI, Modernisation retardée-étude sur «la maladie africaine» après son indépendance, Edition de l'Economie de Chine, décembre 1997.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- Monsieur WEN Jiabao, Premier ministre de la République Populaire de Chine, évoque la situation économique de la Chine, « la Chine en marche » 2003-2004, page 8-11.
- François GODEMENT, «La politique extérieure : pragmatisme et intérêts nationaux », page 39-46, Question Internationale N°6, mars-avril 2004.
- François JULLIEN, «L'Europe, la Chine : une alternative pour la pensée», Question Internationale N°6, mars-avril 2004, page 4-7.
- Philomène ROBIN, «La Chine à l'ONU : une participation prudente», Question Internationale N°6, mars-avril 2004, page 47-49.
- Régine SERRA, « La Chine, puissance régionale », Question Internationale N°6, mars-avril 2004, page 50-56.
- Diana HOCHRAICH, « Croissance et contraintes de l'économie chinoise », Internationale N°6, mars-avril 2004, page 79-90.
- Frédérique SACHWALD, L'émergence de la Chine, menace et opportunité pour les pays avancés, Politique étrangère, 2/2004, page 253. (Revue trimestrielle publiée par l'Institut français des relations internationales.
- Françoise, Nicolas, L'irrésistible ascension de la Chine en Asie orientale, Politique étrangère, 2/2004, page 269.
- Agnès Bénassy-Quéré, Amina Lahèche-Révil et Françoise Lemoine, Changement et continuité : le régime de change de la Chine, Politique étrangère, 2/2004, page 285.
- Jean-Pierre Angelier, Croissance chinoise et marchés mondiaux, Politique étrangère, 2/2004, page 317.
- Marc AICARDI DE SAINT-PAUL, La Chine et l'Afrique entre engagement et intérêt, N°14, printemps, 2004, Géopolitique africaine.
- Chung-lian JIANG, Pékin et Taipei : Les enjeux africains, Géopolitique africaine, N°10, avril 2003, page 239-254 ; Le pétrole, nouvelle dimension des relations

sino-africaines, N°14, printemps, 2004, Géopolitique africaine.

- Hongmin ZHANG, La politique africaine de la Chine, Institut d'Etudes sur l'Asie Occidentale et l'Afrique, Académie des Sciences Sociales de Chine.

ARTICLES DE REVUES EN CHINOIS

- Yinyin WANG, La nouvelle situation en Afrique et la relation sino-africaine, Etude sur les problèmes internationaux, 2/2004, page 14-18.
- Yinji PIAO, Analyse sur le commerce sino-africain, Commentaire Afro-Asiatique, 3/2004, page 34-40.
- Chunying AN, Les défis et la solution : L'exploration des ressources minières africaines par les entreprises chinoises, Commentaire Afro-Asiatique, 3/2004, page 65-71.
- Yuzheng ZHI, La mise en œuvre de l'AGOA et ses influences sur les pays africains, Commentaire Afro-Asiatique, 3/2004, page 14-18.
- Xiaoqin MAO, L'aide de la communauté internationale et les problèmes de pauvreté en Afrique, INTERNATIONAL ECONOMIC COOPERATION, 5/2004, page 4-7.
- Fuyuan LU, ministre du commerce de Chine, Coopération sino-africaine fructueuse, La Chine d'aujourd'hui, 2003
- Chonggui ZHU, La globalisation économique et la marginalisation africaine, Commentaire Afro-Asiatique, 1/2003, page 11-16.
- Wenpin HE, La transformation de l'échiquier international et la relation sino-africaine, Asie Ouest et Afrique, 5/2000, page 21-26.
- Hongmin ZHANG, La coopération politique sino-africaine orientée vers 21^{ème} siècle, Asie Ouest et Afrique, 5/2000, page 27-30.
- Qiang ZEN, Jinfu ZHAO, Elargir le marché africain en évitant de se pencher trop sur l'intérêt immédiat, Asie Ouest et Afrique, 5/2000, page 31-34.
- Wenjü Yun, La coopération agricole sino-africain au 21^{ème} siècle, Asie Ouest et Afrique, 5/2000, page 38-42.
- Xiuqin ZHANG, Yanqin XUE, Yapin ZHANG, Jianbo LUO, Les échanges d'éducation et de coopération entre la Chine et les pays africains, Asie Ouest et Afrique.
- « Approfondir l'amitié et la coopération, élaborer une nouvelle relation de partenariat sino-africain », Le Journal du Peuple Quotidien, le 17/12/2003.
- « Le commerce sino-africain a franchi la barre de 20 milliards de dollars », Le Journal du Peuple Quotidien, 12/1/2005.
- « Les chiffres principaux sur le développement économique et social en 2004 », nouvelles publiées par l'Agence Chine Nouvelle, le 5/3/2005.

Sites d'Internet en chinois:

- <http://www.mofcom.gov.cn> (français), Ministère du Commerce de R.P. de Chine
- <http://www.fmprc.gov.cn>, Ministère des Affaires Etrangères de R.P. de Chine
- <http://www.zzhg.gov.cn>, La Douane de R.P. de Chine
- http://www.invest.net.cn/docc/hezuo_1.htm, La coopération sino-africaine,
- <http://www.xinhua.org/>, Agence Chine Nouvelle
(<http://www.french.xinhuanet.com/french>)
- <http://www.sina.com.cn>, Site plus fréquenté en Chine
- <http://www.china.org.cn>
- <http://54479.com/study>, Etude théorique
- <http://www.cpc.com>, Chinese petroleum corp.
- <http://english.sinopec.com>, China petroleum & chemical corporation
- <http://www.people.com.cn>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

I. La relation sino-africaine au 21^{ème} siècle	1
<u>11. Coopération politique</u>	1
111. Nouvelle base coopérative	1
112. Forum de Coopération Chine Afrique	3
1121. L'établissement du Forum et son développement	3
11211. 1 ^{ère} Conférence du Forum	3
11212. 2 ^{ème} Conférence du Forum	4
1122. Les caractéristiques principales du Forum	5
1123. Le rôle stratégique du Forum	7
113. Nouvelle politique et principes de pilotage	9
114. Les échanges et les événements importants	11
<u>12. Coopération économique et commerciale</u>	11
121. La troisième étape d'ouverture	11
122. Relation commerciale	13
123. Investissement	13
124. Travaux entrepris	15
125. Aides économiques	16
<u>13. Coopération dans d'autres domaines</u>	17
131. Formation	17
132. Echanges culturelles et touristiques	17
II. Les opportunités et les défis	18
<u>21. Environnement internationaux de la Chine au début du 21^{ème} siècle</u>	18
211. Situation stratégique non optimiste	18

212. Economie prospère non sans souci	19
2121. Insuffisance énergétique	20
2122. Dépendance accrue vers l'extérieure	21
<u>22. L'importance de l'Afrique</u>	21
221. L'histoire de 50 ans (1949-1999)	21
2211. Percée du blocus et solidarité internationale	21
2212. Réhabilitation du siège de l'O.N.U. et la théorie de «Trois mondes »	22
2213. De la lutte internationale à la construction économique	23
2214. Fluctuation du 4 juin et écroulement du système bipolaire	24
222. Nouveau Cap de Bonne Espérance	25
<u>23. Réflexion sur le présent et le futur</u>	27
231. Stratégie politique	28
232. Stratégie économique	29
2321. Commerce	30
2322. Investissement	30
2323. Energie	31
Conclusion	32
 ANNEXES	 33
1. Les événements importants sur les relations sino-africaines (1949-2004)	33
2. Les statistiques du commerce sino-africain (1990 à 2003)	39
3. Les pays africains dont le montant commercial avec la Chine a dépassé 100 millions de dollars.	40
 BIBLIOGRAPHIE	 41

ERROR: invalidrestore
OFFENDING COMMAND: restore

STACK:

-savelevel-
-dictionary-
-dictionary-

ERROR: invalidrestore
OFFENDING COMMAND: restore

STACK:

-savelevel-
-dictionary-
-dictionary-